



Eine Welt Un solo mondo Un seul monde



Schweizerische Eidgenossenschaft
Confédération suisse
Confederazione Svizzera
Confederaziun svizra

Direction du développement
et de la coopération DDC

N°4 / DÉCEMBRE 2010
LE MAGAZINE DE LA DDC
SUR LE DÉVELOPPEMENT
ET LA COOPÉRATION
www.ddc.admin.ch

Poissons, mulets, vaches et chèvres Le rôle central des animaux dans le développement

La Mongolie en quête d'une nouvelle identité

La sécurité sur le terrain – une question sensible

Sommaire

DOSSIER



6 Animaux et développement Le bonheur et le péril sont dans le pré

Les animaux de rente jouent un rôle clé dans la sécurité alimentaire et la réduction de la pauvreté. Mais l'élevage comporte des risques pour l'homme et l'environnement.

12 Agriculture et pêche, la combinaison gagnante

Face à l'épuisement des stocks de poisson sauvage, la sécurité alimentaire passe par une extension de l'aquaculture

14 Abeilles, mouches tsé-tsé et criquets pèlerins

Entretien avec Christian Borgemeister, directeur de l'institut de recherche icipe à Nairobi

16 Secours humanitaires à dos de mulets

Après le séisme au Pakistan, la Suisse a utilisé des mulets pour acheminer des secours vers des villages coupés du monde

17 Faits et chiffres

HORIZONS



18 Le froid décime le cheptel et dilate les bidonvilles

En Mongolie, le fossé entre riches et pauvres, entre villes et campagnes, se creuse depuis la fin du socialisme

21 Une journée sur le terrain avec...

Felix Fellmann, chef du bureau de coopération et du consulat de Suisse à Oulan-Bator

22 Ce n'est pas que les hommes soient moins bons

La journaliste mongole Khulan Khuderchuluun parle des relations de genre et de la jeunesse dans son pays

DDC



23 Six décennies d'aide aux réfugiés palestiniens

La Suisse soutient l'agence onusienne de secours UNRWA depuis sa création en 1950

24 Combattre les schémas de pensée de type patriarcal

Entretien avec la Cubaine Mariela Castro Espín, qui milite pour les droits des femmes et des homosexuels

FORUM



27 Relever le défi de la sécurité

Les collaborateurs de la coopération au développement et de l'aide humanitaire courent des risques importants sur le terrain. Les mesures de sécurité s'intensifient.

30 Un message d'espoir venu de La Haye

Carte blanche: Ekrem Çitaku salue l'avis de la Cour internationale de justice sur l'indépendance du Kosovo

CULTURE



31 Une signature est un engagement

La Suisse est en train de mettre en œuvre la Convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité culturelle

- 3 Éditorial
- 4 Périscope
- 26 DDC interne
- 33 Service
- 35 Coup de cœur avec Marco Solari
- 35 Impressum

Un seul monde est édité par la Direction du développement et de la coopération (DDC), agence de coopération internationale intégrée au Département fédéral des affaires étrangères (DFAE). Cette revue n'est cependant pas une publication officielle au sens strict. D'autres opinions y sont également exprimées. C'est pourquoi les articles ne reflètent pas obligatoirement le point de vue de la DDC et des autorités fédérales.

Éditorial



FIDE/Maxwell Nicker

Bouteilles de whisky, tatouages et champs de mines

Les animaux ont de tout temps joué un rôle central dans l'évolution de l'humanité. Il est certain que la plus grande révolution de notre histoire a été le passage de l'ère des chasseurs-cueilleurs à celle des éleveurs et des cultivateurs. Cette relation nouvelle de l'homme avec les animaux (et les plantes) a constitué le fondement des premières civilisations. Les outils et la maîtrise du feu – deux autres étapes importantes de cette évolution – n'auraient pas suffi.

Aujourd'hui encore, les animaux occupent une grande place dans toutes les cultures. Ils peuplent nos mythes, nos légendes, nos contes et même nos rêves. On les célèbre comme des amis, on les vainc comme des monstres. Des animaux figurent sur nos blasons et nos tatouages. Notre imagination associe parfois l'être humain et l'animal – centaure, sirène ou tête de Méduse... Et il y a des gens qui se nomment Lebœuf, Lhoiseau ou Loup.

Même si nous n'avons plus guère besoin de chiens pour nous protéger et si nous ne sommes plus tributaires du cheval pour nos déplacements, les animaux restent très présents dans notre existence: ils nous fournissent de la nourriture, nous aident à combattre la solitude et font preuve d'aptitudes surprenantes, comme j'ai pu le constater moi-même à maintes occasions.

Alors que j'étais directeur du Centre international de déminage humanitaire à Genève, nous soutenions des programmes utilisant des chiens détecteurs de mines dans des pays tels que l'Afghanistan ou le Cambodge. Plus tard, le centre a fait des essais avec des rats. Aucune autre de ses activités n'a suscité autant d'inté-

rêt public que ce travail avec des animaux. Il est vrai que ces derniers ont des capacités parfois supérieures aux moyens techniques de l'homme. Un chien peut flairer une bouteille de whisky qui a été vidée dans le lac Léman. Des rats sont parvenus, dans nos programmes d'entraînement, à décoder des séries de chiffres si complexes que même un cerveau humain d'exception ne pouvait y déceler aucune structure. J'ai appris à cet égard des choses qui échappent complètement à notre compréhension. Un de nos experts travaillait dans un champ de mines africain littéralement infesté de serpents. Il avait fallu interrompre les opérations, parce que ces reptiles risquaient de faire sauter des mines. Nous avons finalement trouvé une espèce de sorcier qui savait parler aux animaux. Il a demandé aux serpents de se retirer, ce qu'ils ont fait. Les démineurs ont pu poursuivre leur travail.

Le présent numéro d'*Un seul monde* est consacré au rôle des animaux dans la coopération au développement et l'aide humanitaire. Il ne présente qu'un petit aperçu de ce sujet fascinant. Étant donné les avantages que nous procurent nos relations avec les animaux, nous avons l'obligation morale de les traiter, eux et leur environnement, de manière responsable. Que ce soit dans l'élevage, dans la préservation des espèces ou dans les activités qui ont simplement pour but de satisfaire notre curiosité.

Martin Dahinden
Directeur de la DDC

(De l'allemand)

Périscope



Mahipadma, Kerala

Crématoires verts

(bf) Sur les quelque 10 millions de personnes qui décèdent chaque année en Inde, 84% sont des hindous. Le rite funéraire veut que leur dépouille soit incinérée sur un bûcher d'un mètre de haut. Il faut pour cela entasser près d'une demi-tonne de bois, ce qui coûte l'équivalent de 50 francs. Nombre de familles pauvres s'endettent lourdement pour rendre un dernier hommage à leurs proches. Cette tradition a également de graves conséquences sur l'environnement : pour obtenir les 4 millions de tonnes de bois nécessaires, 50 à 60 millions d'arbres sont abattus chaque année; environ 2000 km² de forêts partent en fumée, en rejetant 8 millions de tonnes de CO₂ dans l'atmosphère. Dans ce pays de 1,1 milliard d'habitants, où la croissance démographique exerce déjà une forte pression sur les surfaces boisées, le gouvernement a décidé de s'attaquer au problème et encourage la construction de « crématoires verts ». Ces petites installations, qui consomment entre 100 et 200 kilos de bois par incinération, réduisent l'impact écologique tout en préservant le rite funéraire hindou.

www.mokshda.org, « Green Cremation System »

Offensive en faveur de l'assainissement

(jls) Avec l'aide de la coopération internationale, le gouvernement du Burkina Faso va construire 55 000 latrines par an d'ici 2015. Il l'a annoncé en juin dernier, après avoir constaté que le rythme de construction pour-

suivi jusque-là ne suffirait pas à rattraper le retard accumulé dans la progression vers les Objectifs du Millénaire pour le développement. Avec cette offensive, 54% de la population burkinabé aura accès à des installations sanitaires adéquates en 2015. Actuellement, la moyenne na-

tionale est de 10%. Dans les villes, le taux est de 30%, mais il tombe à environ 1% par endroits en milieu rural. Faute de latrines, les habitants se soulagent dans la nature, souvent à la nuit tombée pour ne pas s'exposer aux regards. Endroits discrets par excellence, même les cimetières ne sont pas épargnés. Pendant la saison des pluies, des eaux souillées coulent dans les rues. L'absence de toilettes engendre des maladies, notamment diarrhéiques, qui constituent l'une des premières causes de mortalité chez les enfants.

Des génomes à sauver d'urgence

(bf) Il y a 6000 à 8000 ans, des animaux domestiqués ont migré du Proche-Orient vers l'Afrique. Ils se sont adaptés à des conditions de vie très difficiles, comme la sécheresse et la présence de nombreux parasites. Mais aujourd'hui, les races indigènes de bétail sont menacées d'extinction, car les paysans leur préfèrent souvent les espèces importées des pays industrialisés. Celles-ci promettent certes de meilleurs rendements, mais elles ne supportent pas toujours les conditions prévalant dans leur pays d'adoption. Olivier Hanotte, professeur de génétique à l'Université de Nottingham, en

Grande-Bretagne, recommande de créer d'urgence des banques biologiques afin de mettre à l'abri la diversité génétique du cheptel africain. Les génomes de ces animaux ne revêtent pas seulement une grande importance pour le continent noir : « Les caractéristiques génétiques du bétail africain pourraient jouer un rôle crucial pour l'élevage dans le monde entier. Plusieurs races européennes ne résistent déjà plus, par exemple, à certains parasites gastro-intestinaux. » www.nottingham.ac.uk

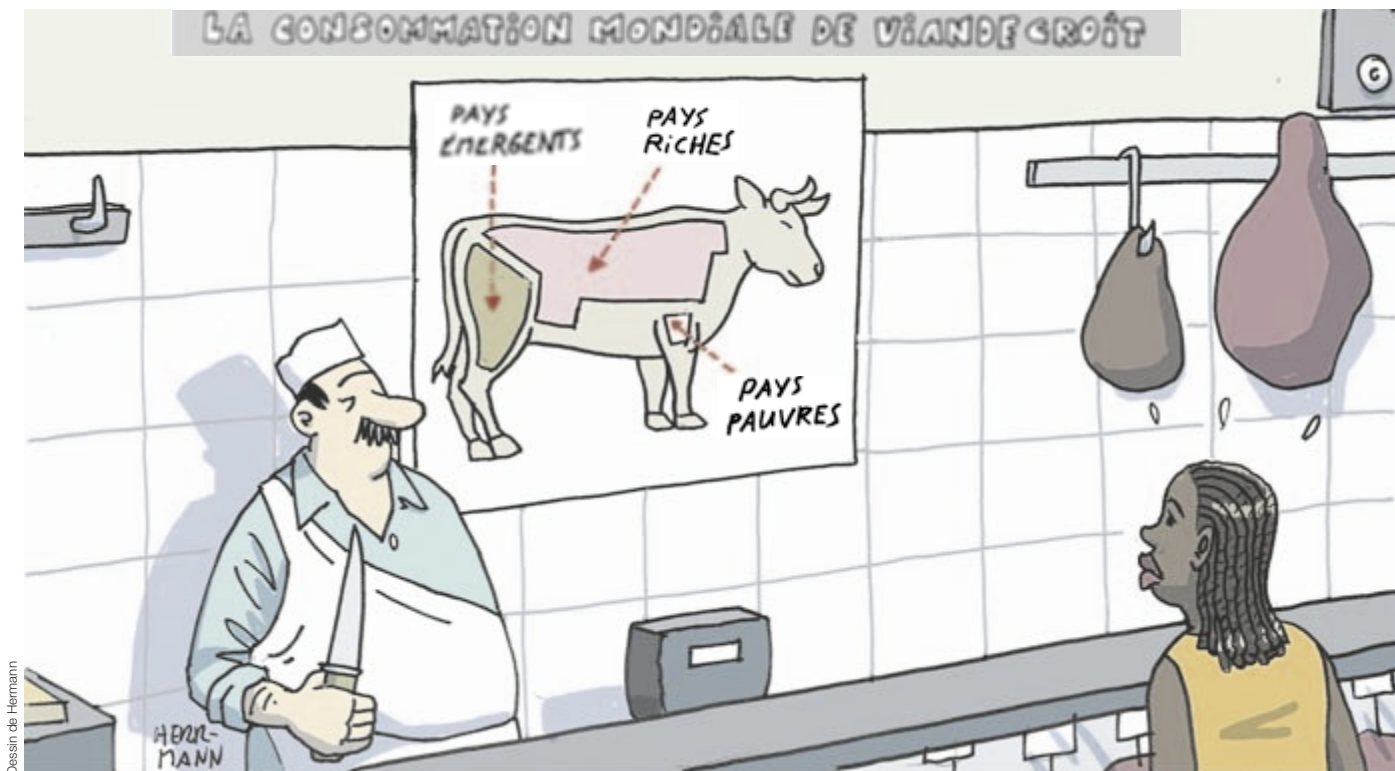
Des pavés en plastique

(jls) Des milliers de sacs en plastique, distribués à profusion par les commerçants, jonchent les rues de Mopti, au Mali. Leur prolifération constitue un véritable problème de salubrité publique. S'inspirant d'une expérience réalisée au Niger, la ville s'est attaquée à ce fléau avec le soutien de la fondation Aga Khan. Elle a établi dans la banlieue une usine de recyclage qui transforme ces détritres en pavés. Des artisans ont été formés à une technique simple et peu coûteuse : portant des masques pour se protéger des émanations toxiques, ils cuisent à haute température le plastique mélangé à du sable; la combustion produit une sorte de goudron qui est



Agha Khan Dev. Network

LA CONSOMMATION MONDIALE DE VIANDE CROÎT



versé dans des moules de différentes formes. Les pavés ainsi obtenus sont ensuite utilisés pour daller les rues des quartiers. Outre le nettoyage de la ville, ce projet génère des revenus pour les habitants les plus pauvres. De nombreuses femmes ramassent en effet les sacs qui traînent par terre, les chargent sur des charrettes et vont les livrer à l'usine. Celle-ci rachète les déchets au prix de 50 francs CFA le kilo, l'équivalent de 10 centimes suisses.

Une technologie prometteuse

(bf) En collaboration avec l'Université catholique du Sacré-Cœur de Piacenza, l'ingénieur italien Umberto Manola a mis au point une technologie qui permet d'obtenir des denrées commercialisables à partir de déchets agroindustriels. Ce procédé, appelé Hypercritical Separation Technology (Hyst), est le fruit de quarante ans de recherches. Toutes sortes de sous-produits peuvent ainsi être

valorisés : paille, tiges de maïs, résidus de pressage des oléagineux, écorces de bois, sciure, déchets d'abattoirs ou de poissonneries, etc. Le procédé consiste à séparer les divers composants de la biomasse (fibres, protéines, amidon, etc.) et à les convertir en produits purs qui peuvent être réutilisés dans différents secteurs : production alimentaire, chimie, industrie du papier, fabrication d'agrocarburants... Les installations Hyst n'utilisent pas d'eau et n'émettent pas de CO₂. Ce procédé suscite un vif intérêt, notamment auprès des centres de recherche sur les énergies nouvelles, qui y voient un grand potentiel pour les pays en développement.

www.biohyst.it

Mortelles morsures

(bf) Chaque année, environ 5 millions de personnes se font mordre par un serpent. Dans la moitié des cas, celui-ci est venimeux. Les morsures sont la cause d'au moins 100 000 décès. Des scientifiques de l'École de



Keystone AP/Steve Holland

médecine tropicale de Liverpool ont démontré que ces accidents sont étroitement associés à la pauvreté. La grande majorité des victimes vivent en effet dans les zones rurales des pays tropicaux et n'ont pas accès à des services sanitaires de qualité. De plus, ces pays sont confrontés à une pénurie de sérums efficaces contre les venins. L'Organisation mondiale de la santé classe les morsures de serpents parmi les maladies tropicales négligées, au même titre que le choléra ou la bilharziose. En mai dernier, elle

a créé un site Internet qui fournit des informations sur plus de 200 serpents venimeux, leur localisation et les sérums adaptés. D'autre part, elle demande que la production d'antivenins respecte partout les mêmes directives et que chaque pays possède un élevage pour pouvoir les produire.

www.who.int, « Programmes and projets », « Blood products », « Snake antivenoms »

Le bonheur et le péril sont dans le pré

Les animaux de rente jouent un rôle clé dans le développement. Ils contribuent à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté, tout en remplissant de multiples fonctions sociales et culturelles. L'envers du décor, c'est que l'élevage comporte aussi des risques sanitaires et qu'il a un impact négatif sur l'environnement. De Jane-Lise Schneeberger.



Natali Hager/lat

En Éthiopie, en République démocratique du Congo (à droite) ou dans d'autres pays en développement, la majorité des personnes les plus pauvres dépendent d'une manière ou d'une autre de l'élevage pour vivre

Moutons, chèvres, yacks, vaches, chameaux, chevaux... L'hiver dernier, 8 millions de carcasses ont été abandonnées aux loups dans les steppes de Mongolie. Ces animaux de rente étaient morts de froid, de faim ou d'épuisement par des températures atteignant moins 50 degrés. Un cauchemar pour des milliers d'éleveurs qui ont perdu leur unique source de revenus. Malgré cette hécatom-

be, la taille du cheptel mongol reste disproportionnée: au printemps, on recensait encore 42 millions de têtes de bétail alors que le pays ne compte que 3 millions d'habitants. Le nombre de bergers a explosé depuis la chute du communisme et la concurrence fait rage sur ces terres dont l'accès est libre. Surexploités, les pâturages sont fortement dégradés.

Avec l'appui de la DDC, des éleveurs nomades ont élaboré des plans de rotation des animaux dans les pâturages. Ils ont négocié des droits d'exploitation des terres avec les autorités locales. « Cela ne suffira toutefois pas à limiter le surpâturage. Il faut aussi offrir aux nomades d'autres sources de revenus », remarque Markus Bürli, chargé de programme pour la Mongolie. La DDC aide les bergers à se recycler, par exemple dans le secteur minier (voir aussi page 21). Parallèlement, elle soutient une campagne de lutte contre la brucellose. Cette maladie endémique frappe une grande partie du cheptel national et empêche l'exportation de viande.

Une source de protéines, un carnet d'épargne et plus encore

À l'instar des éleveurs mongols, beaucoup de pauvres dans le monde n'ont pas d'autres ressources économiques que leur bétail. Nombre d'entre eux nomadisent au gré des saisons, à la recherche d'eau et de pâturages, dans des régions arides ou semi-arides. D'autres, sous des cieux plus cléments, associent des activités agricoles à l'élevage extensif. Sur 1,4 milliard de personnes vivant actuellement dans l'extrême pauvreté, 70% dépendent d'une manière ou d'une autre de l'élevage pour assurer leur subsistance. La consommation de viande et de produits laitiers, riches en pro-



Conflits dans les couloirs

Dans les pays du Sahel, les itinéraires des bergers transhumants traversent souvent des zones agricoles, ce qui crée des frictions avec les paysans locaux. Durant les deux dernières décennies, de violents conflits ont opposé les populations nomades et sédentaires. Avec l'augmentation de la pression sur les terres, les champs cultivés s'étendent, empiétant sur les couloirs de transhumance. Les éleveurs se plaignent de cette obstruction, tandis que les paysans reprochent aux troupeaux de saccager leurs cultures. Au Niger, la DDC appuie depuis douze ans des négociations entre les parties prenantes (éleveurs, agriculteurs, chefs coutumiers et élus locaux) sur la délimitation des zones réservées aux différents usages. Ce processus a déjà permis de baliser plus de 4000 km de couloirs. Des aires de repos et des puits ont été aménagés pour le bétail le long de ces itinéraires.



L'élevage de chevaux se pratique de longue date en Afrique: au Sénégal (ci-dessus), la race indigène Fleuve est particulièrement bien adaptée à des conditions climatiques difficiles

L'odeur de la vie

Les chiens sont irremplaçables dans nombre d'opérations humanitaires. Dotés d'un odorat exceptionnel, ils peuvent localiser des personnes ensevelies sous les débris après un séisme ou un éboulement. Lorsqu'ils flairent une odeur humaine, ils le signalent en aboyant ou en grattant le sol. Quarante chiens sont prêts à intervenir à n'importe quel moment au sein de la Chaîne suisse de sauvetage. « Ils sont spécialisés sur la recherche de personnes vivantes, car notre but est de sauver des vies », explique Ivo Cathomen, porte-parole de l'organisation Redog qui assure leur formation. « Mais le dressage pourrait aussi viser à localiser des cadavres. » D'autres organisations humanitaires utilisent des chiens pour la détection de mines ou d'explosifs.

téines, complète leur alimentation basée généralement sur les céréales. La vente d'animaux sur pied, de viande, de lait ou d'œufs leur procure en outre des revenus réguliers.

Le bétail revêt également d'autres fonctions pour les populations rurales. Il fait partie de certains rites religieux, comme le sacrifice d'un mouton dans les pays musulmans. C'est aussi un facteur de cohésion sociale : on offre des animaux de rente en guise de dot, de cadeau ou de dédommagement. Par ailleurs, les animaux servent de carnet d'épargne. En vendant une poule, une chèvre ou une vache, la famille peut disposer d'argent liquide. Cela lui permet de financer la scolarisation des enfants, de payer des frais médicaux ou d'acheter de la nourriture pendant les périodes de sécheresse.

Dans les exploitations mixtes, les animaux constituent une précieuse force de travail, notamment pour les transports ou le labourage. Même leurs déjections présentent un intérêt : on utilise le fumier et le lisier pour fertiliser les cultures. En Asie, le crottin séché de bovins est employé comme combustible.

Quelques chèvres pour redémarrer

L'animal de rente peut aussi favoriser la réinsertion socioéconomique, comme en témoignent certains projets réalisés en Afrique par Vétéri-

naires sans Frontières Suisse (VSF-Suisse). Cette organisation s'adresse à des groupes de populations extrêmement vulnérables, en particulier les victimes de conflits armés. En République démocratique du Congo (RDC), elle soutient les familles qui accueillent des enfants-soldats démobilisés, en leur fournissant sept chèvres et un bouc. Ce petit troupeau assure à la famille un revenu d'environ 80 dollars par mois et lui confère un statut social au sein de la communauté.

À l'est de la RDC, des poulaillers mobiles ont été installés dans des camps de réfugiés. La vente d'œufs peut rapporter 50 dollars par mois. Dans le sud du Soudan, VSF-Suisse appuie des personnes déplacées qui regagnent leur village après la guerre. Chaque famille reçoit cinq chèvres et peut ainsi prendre un nouveau départ. « Notre objectif est d'aider les gens à reconstruire leur vie. C'est l'homme qui est au cœur de notre action. L'animal est un moyen de générer des revenus qui permettent aux familles de couvrir leurs besoins élémentaires », souligne Erika Placella, responsable des programmes chez VSF-Suisse. Pour produire le rendement attendu, le bétail doit être en bonne santé. C'est pourquoi l'organisation assure l'encadrement vétérinaire du troupeau et propose des cours d'initiation à l'élevage. Les bénéficiaires y apprennent à nourrir et à entretenir correctement leurs animaux.



Ralf Kreuels/aif



Philipp Engelen/aif



Berthold Sternhölzer/aif



Daniel Biskup/aif

Cochons en Équateur, chèvres au Mali, buffles d'eau en Chine, moutons en Érythrée... Les animaux de rente ne font pas qu'assurer l'alimentation de la population. Ils servent aussi de cadeaux, de dédommagement ou de carnet d'épargne, et certains constituent une force de travail.

Traiter l'animal pour protéger l'homme

De nombreuses maladies infectieuses affectent le bétail dans les pays en développement. Elles ont un impact direct sur les revenus des éleveurs, non seulement parce que les bêtes sont moins productives, mais aussi parce que leur viande et leur lait peuvent s'avérer impropres à la consommation. Si le troupeau meurt, l'éleveur perd son unique capital.

En outre, certaines maladies infectieuses – les zoonoses – se transmettent de l'animal à l'homme. À Bâle, l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH) travaille sur ces maladies qui sont négligées tant au niveau national qu'international: «Nous savons assez bien ce qu'il faut faire pour prévenir et combattre les zoonoses. D'ailleurs, elles ont été pratiquement éradiquées en Europe. Mais

beaucoup de pays pauvres n'ont pas suffisamment de moyens financiers et techniques pour s'y attaquer», constate Esther Schelling, chercheuse au Swiss TPH. À la demande de gouvernements du Sud, l'institut détermine quelle est la meilleure stratégie pour combattre une flambée épidémique, en tenant compte du rapport coût-efficacité. Au Tchad, les experts bâlois ont ainsi calculé les coûts d'une campagne de lutte contre la rage. Ils ont démontré qu'une vaccination gratuite des 23 600 chiens de N'Djaména revenait bien meilleur marché que de traiter les patients ayant contracté le virus à la suite d'une morsure. «Dans la plupart des cas, la méthode de lutte la plus efficace consiste à prévenir ou à éliminer la maladie chez les animaux, car l'homme est alors également protégé», relève Esther Schelling.

La météo aymara

Sur l'Altiplano bolivien, les Aymaras ont appris au fil des siècles à prédire les variations météorologiques en observant les animaux et les plantes. Un projet de la DDC, qui vise à réduire la vulnérabilité des paysans face aux risques climatiques, a rassemblé et diffusé ce savoir local. Ainsi, le comportement du tuyu permet de prévoir la pluviosité: si ce lapin creuse son terrier entre le coteau et la plaine, cela signifie que les pluies seront très faibles. Si l'oiseau liqi liqi construit son nid avec des roseaux, l'année sera arrosée. S'il y dépose des objets en métal, il faut s'attendre à des gelées. Les taches et la couleur de ses œufs renseignent sur l'époque des semis. Quand ils voient le renard se promener dans la pampa, les paysans savent qu'ils pourront y semer des pommes de terre.



Le Figaro Magazine/taif

Dans les pays en développement, une multitude de pauvres n'ont pas d'autre source de revenus que leur troupeau (ici au Kenya). Si les bêtes meurent, la famille perd son unique capital.

Un mouton résistant et corpulent

Le mouton djallonké est robuste et résistant à la trypanosomose. Son seul défaut est sa petite taille. Les éleveurs de Sikasso, dans le sud du Mali, n'y trouvaient pas leur compte. Dans le cadre d'un projet de la DDC, mis en œuvre par Interooperation, ils ont croisé cette race locale avec le bali-bali, un grand mouton du Sahel. Le métis réunit les qualités physiques de ses deux géniteurs. Les éleveurs, heureux, vendent maintenant leurs bêtes deux fois plus cher qu'avant. Quant aux consommateurs, ils semblent eux aussi satisfaits. « Au Mali, les gens ont l'habitude d'égorger un mouton pour la fête musulmane de la Tabaski. Ils veulent un grand bélier, bien dodu. Le djallonké n'offrait pas ces qualités », explique Mamadou Diarra, de la délégation d'Interooperation au Mali.

Une révolution pour satisfaire la demande

Hormis les risques sanitaires, les éleveurs doivent affronter aujourd'hui de profonds changements structurels. La demande de viande et de lait a considérablement augmenté au cours des vingt dernières années, surtout dans les pays en développement. Cette explosion résulte de l'urbanisation, de la croissance démographique et de la hausse des revenus. Elle a provoqué une « révolution de l'élevage » qui se traduit par l'expansion et l'intensification rapides de ce secteur. Pour répondre à la demande, des unités de production industrielle se sont implantées à la périphérie des grandes villes, en particulier dans les pays émergents. Ces entreprises commerciales ne ressemblent en rien à l'élevage extensif pratiqué dans les campagnes, qui est destiné à l'autosubsistance et au petit commerce. Elles sont très mécanisées et se spécialisent sur un seul type d'animal, généralement la volaille ou le porc.

L'industrialisation de l'élevage se caractérise aussi par l'utilisation accrue de céréales et d'oléagineux pour nourrir le bétail. La production de maïs, d'orge ou de soja destinés au fourrage occupe toujours plus de terres arables qui ne sont dès lors plus disponibles pour l'alimentation humaine.

Impacts graves sur l'environnement

La révolution de l'élevage a accentué l'impact négatif de ce secteur sur l'environnement. Tandis que l'élevage extensif entraîne souvent une dégradation des sols due au surpâturage, la production intensive est une source majeure de pollution. Elle produit des tonnes d'excréments qui ne sont plus réutilisés sous forme d'engrais. Ces déjections, chargées notamment de résidus de médicaments, vont contaminer les rivières et les nappes phréatiques. Les engrais et les pesticides, utilisés à grande échelle dans les cultures fourragères, prennent le même chemin.

Par ailleurs, l'élevage contribue de différentes manières au changement climatique. La fermentation des aliments dans l'estomac des ruminants émet du méthane, un des plus puissants gaz à effet de serre. Le fumier libère du protoxyde d'azote. Et quand on déboise des forêts tropicales pour les convertir en pâturages ou en cultures fourragères, les arbres abattus rejettent dans l'atmosphère de grandes quantités de CO₂. Au total, l'élevage est responsable de 18% des émissions de gaz à effet de serre au niveau mondial.

Privilégier le porc et la volaille

Pour Fritz Schneider, vice-directeur de la Haute école suisse d'agronomie, il existe des solutions pour améliorer la situation. La première se trouve dans nos assiettes : « Si la demande de viande continue d'augmenter, nous courons à la catastrophe. Les pays riches, qui en mangent encore presque trois fois plus que les pays pauvres, doivent absolument réduire leur consommation. » Admettant qu'un tel virage alimentaire sera difficile à négocier, cet agronome recommande au moins de privilégier la volaille et le porc. Explications : « En principe, les ruminants devraient manger de l'herbe et du foin. On s'est mis à les nourrir avec des



VSF-Suisse (2)



Beaucoup de projets de développement visent à améliorer les soins apportés aux animaux de rente. Dans le sud du Soudan, les éleveurs ont désormais accès à des pharmacies vétérinaires et leurs troupeaux ont été vaccinés. Dans la partie indienne du Cachemire, des efforts portent sur l'entretien des yacks.

céréales parce que les pâturages ne suffisent plus. Or, cette alimentation n'est pas efficace dans leur cas. Il faut 7 kilos de céréales pour produire un kilo de bœuf, alors que 2,5 kilos suffisent pour obtenir un kilo de porc ou de poulet.»

Une autre mesure consiste à promouvoir l'efficacité et la durabilité des pratiques agricoles, afin de limiter leurs impacts négatifs sur l'environnement. En parallèle, il importe de soutenir les petits éleveurs, lesquels n'ont pas profité jusqu'ici de la révolution de l'élevage. «L'enjeu majeur consiste à augmenter leur productivité, afin qu'ils soient compétitifs et puissent participer à l'approvisionnement des villes», note Fritz Schneider. Pour cela, il s'agit d'abord d'assurer à ces éleveurs un meilleur accès aux soins vétérinaires, au savoir-faire, à la formation, à l'information et aux marchés. Si le rendement par tête augmente, ils pourront gagner autant avec moins d'animaux. Cela limitera du même coup la dégradation des sols.

Érosion des races locales

L'amélioration des systèmes de production devrait aussi viser à préserver la biodiversité des animaux de ferme. La généralisation des élevages commerciaux a en effet renforcé la concentration sur un nombre limité de races hautement productives. Aujourd'hui, la vache Holstein Frisonne, championne mondiale de la production de lait, est présente dans 128 pays et les porcs Large White dans 117 pays. Les races locales, en revanche, sont en train de s'éteindre l'une après l'autre. «Pourtant,

une vache européenne qui produit trente litres de lait par jour n'est pas nécessairement adaptée au climat tropical. Au contraire, elle est souvent plus vulnérable à certaines maladies que les bovins locaux», remarque Esther Schelling. L'hybridation permet de résoudre ce problème. En Afrique de l'Ouest, il existe par exemple une petite vache, la n'dama, qui donne peu de lait mais n'est pas sujette à la trypanosomose bovine. En la croisant avec de bonnes laitières européennes, les éleveurs obtiennent un troupeau à la fois performant et résistant (voir également Périscope page 4).

Pour que de tels mélanges restent possibles à l'avenir, il est toutefois impératif de conserver des troupeaux de race pure. Une sorte de réservoir génétique dans lequel on pourra toujours puiser pour améliorer les caractéristiques d'une autre race. Cela ne sera probablement pas le cas hélas pour la kouri, une race bovine en voie d'extinction qui vit sur les bords du lac Tchad. Cette vache a besoin de beaucoup d'eau. Or, elle ne sait plus où s'abreuver, car le lac se rétrécit en raison du réchauffement climatique. Les éleveurs ont commencé de la croiser avec des zébus, mieux adaptés à la sécheresse. Les somptueuses cornes rondes de la kouri ne seront bientôt plus qu'un souvenir. Tout comme son patrimoine génétique, effacé à jamais. ■

La débâcle des crapauds

On savait déjà que certains poissons, rongeurs et serpents se comportent étrangement juste avant un séisme. Mais une biologiste britannique a démontré que les crapauds présentent un tel événement plusieurs jours à l'avance. En avril 2009, Rachel Grant étudiait la reproduction du crapaud commun bufo bufo à 74 km de L'Aquila (Italie). Cinq jours avant le séisme qui a secoué cette ville, 96% des mâles avaient déserté le site de reproduction, un comportement très inhabituel durant la saison des amours. Trois jours avant le séisme, tous les couples avaient quitté la mare. «Nos conclusions suggèrent que les crapauds sont capables de détecter des signaux présismiques tels que des émanations de gaz et de particules. Ils les utilisent comme une forme de système d'alerte précoce», a indiqué Rachel Grant.

Agriculture et pêche, la combinaison gagnante

Les stocks de poisson sauvage s'épuisent, tandis que des millions de pauvres dépendent de la pêche pour se nourrir et gagner leur vie. La sécurité alimentaire passe par l'extension de l'aquaculture, déjà bien implantée dans les pays asiatiques. Intégrée à l'agriculture, cette activité peut aussi augmenter la productivité d'une exploitation.

Haute intensité de main-d'œuvre

L'importance des pêcheries continentales est souvent sous-estimée. Les captures de poisson en eau douce s'élèvent officiellement à environ 10 millions de tonnes par an. En réalité, elles se situeraient entre 20 et 30 millions, étant donné que les prises de nombreux pêcheurs artisanaux échappent aux statistiques. Ce chiffre reste certes inférieur aux débarquements de la pêche en mer, qui atteignent environ 80 millions de tonnes. Cependant, les pêcheries continentales font vivre beaucoup plus de personnes que les pêcheries marines. Et un grand nombre de ces emplois sont occupés par des femmes. Si la pêche proprement dite est plutôt une affaire d'hommes, les femmes sont fortement représentées dans les activités secondaires, comme le séchage et la vente du poisson.



L'aquaculture commence à percer en Afrique, où elle permet de combattre la malnutrition tout en créant des emplois. Cette installation, au Ghana, occupe vingt femmes et trente hommes.

(Jls) La liste des espèces menacées d'extinction s'allonge d'année en année: le poisson-chat géant du Mékong y côtoie notamment le thon rouge, l'esturgeon ainsi que plusieurs espèces de requins, de raies et de mérus. Mers, lacs et rivières se vident peu à peu de leurs poissons. Selon le Programme des Nations Unies pour l'environnement, toutes les entreprises de pêche de la planète auront mis la clé sous le paillason d'ici 2050 si des mesures ne sont pas prises rapidement pour assurer une gestion durable de ce secteur. L'amenuisement des stocks est dû principalement à la surpêche, mais les atteintes à l'environnement constituent aussi une grave menace pour la vie aquatique: la pollution, la construction de barrages, les prélèvements d'eau pour l'irrigation, l'introduction d'espèces invasives

qui éliminent la faune locale ou encore les effets néfastes des changements climatiques, comme l'acidification des océans.

Des protéines, des vitamines et une banque

L'effondrement des pêcheries aurait des conséquences catastrophiques sur les pays en développement. La santé d'un milliard de pauvres dépend de la consommation de poisson, une forme de protéines animales souvent meilleur marché que la viande, voire gratuite. Le poisson contient aussi des micronutriments (fer, iode, zinc, calcium, vitamines A et B) qui ne sont pas présents dans l'alimentation de base, constituée de céréales ou de légumineuses. Dans certains pays, tels que le Bangladesh,

le Cambodge, le Laos, la Sierra Leone ou l'Indonésie, il est même la principale source de protéines animales de la population.

En outre, la pêche et les activités qui lui sont liées fournissent du travail à 170 millions de personnes à travers le monde. Environ 86% d'entre elles vivent en Asie. La plupart des pêcheurs pratiquent en même temps l'agriculture. Cette diversification de la production leur permet de mieux résister aux aléas climatiques et économiques. Quand la sécheresse anéantit une récolte, la pêche peut assurer la survie de la famille. Elle présente l'avantage de se pratiquer à n'importe quelle saison. Les ménages ruraux disposent ainsi d'une « banque aquatique » : à tout moment, ils peuvent capturer du poisson s'ils ont besoin d'argent pour acheter de la nourriture, des semences ou des médicaments, par exemple.

L'aquaculture pour lutter contre la faim

Mais la population mondiale ne cesse d'augmenter et consomme toujours plus de poisson. « La demande est telle que les pêcheries naturelles ne parviendront jamais à la satisfaire. Les prises de poisson sauvage ont atteint un plafond », avertit Patrick Dugan, vice-directeur du WorldFish Center. Basée en Malaisie, cette organisation non gouvernementale préconise d'agir sur deux fronts pour éviter une aggravation de la crise alimentaire : « Il faut d'une part appuyer et préserver les pêcheries de capture, d'autre part développer l'aquaculture partout où c'est possible. »

Aujourd'hui déjà, la moitié des poissons consommés sur la planète sont issus de l'aquaculture. Ce secteur connaît une expansion fulgurante depuis une vingtaine d'années. La quasi-totalité des fermes piscicoles se trouvent en Asie, principalement en Chine, au Viêt-nam, en Thaïlande, en Indonésie et aux Philippines. Ce sont pour la plupart des petites et moyennes entreprises (PME). Elles produisent surtout des crevettes et des poissons d'eau douce, comme le tilapia et le pangasius.

En Afrique subsaharienne, en revanche, l'aquaculture est encore embryonnaire. Son extension est toutefois indispensable pour combattre la malnutrition dans cette région, où la consommation de poisson est actuellement la plus faible du monde. L'élevage se développe rapidement dans une dizaine de pays, dont l'Ouganda, le Mozambique, le Malawi et le Nigeria.

Des poissons au milieu des champs

« L'aquaculture contribue de différentes manières à la sécurité alimentaire et à la réduction de la pauvreté dans les pays en développement », remarque Patrick Dugan. L'implantation de fermes piscicoles



WorldFish Center/Susana Hervas Avila

Le poisson et le riz constituent l'alimentation de base au Bangladesh, dont les habitants se disent même issus de ces deux denrées

aux abords des grandes villes assure l'approvisionnement des populations urbaines. Il s'agit le plus souvent de PME axées exclusivement sur la vente de poisson. Ces entreprises créent de nombreux emplois aussi bien dans les piscicultures que dans les secteurs situés en aval de la filière, comme la transformation et la distribution du poisson.

Une autre possibilité consiste à intégrer l'aquaculture dans l'économie rurale. Un petit paysan qui aménage un étang piscicole sur ses terres en tire plusieurs avantages. Il prélève du poisson pour nourrir sa famille et peut en vendre une partie sur le marché local. Il épand sur ses champs les sédiments du bassin, un excellent engrais naturel. Ce réservoir d'eau lui permet également d'irriguer ses cultures lorsque les pluies sont insuffisantes. « En améliorant la gestion de l'eau et du sol, l'aquaculture à petite échelle augmente le rendement de l'exploitation agricole », souligne Patrick Dugan. Le principal obstacle est d'ordre financier : l'introduction de ces systèmes intégrés requiert un appui technique important qui est rarement à la portée des petits paysans. « L'élevage de poisson ne pourra donc pas se déployer pleinement en milieu rural sans des appuis de l'extérieur. » ■

La déesse du Yangtsé a disparu

La population de baijis, une espèce de dauphin blanc présent uniquement dans le Yangtsé, n'a cessé de décliner depuis les années 70. Une expédition scientifique internationale, cofinancée par la DDC, a été organisée en 2006 dans le but de recenser les derniers spécimens de ce mammifère aquatique. Les chercheurs ont navigué sur le fleuve chinois pendant six semaines. Malgré leur équipement de pointe, ils n'ont pas trouvé un seul baiji. Selon toute probabilité, cette espèce a disparu à jamais. Les principales causes de son extinction sont la pollution extrême du fleuve, l'absence de régulation de la pêche et le trafic croissant des bateaux. Plus récemment, la construction du barrage des Trois-Gorges a fini de détruire l'habitat de « la déesse du Yangtsé ».

Abeilles, mouches tsé-tsé et criquets pèlerins

Leur taille modeste est sans comparaison avec l'influence qu'ils exercent sur la vie et la santé des hommes et des animaux: qu'ils soient vecteurs de maladies, utiles ou nuisibles, les insectes sont au centre des recherches de l'institut icipe à Nairobi. Non pas pour leurs beaux yeux à facettes, mais pour leurs liens avec le développement et l'environnement. Gabriela Neuhaus s'est entretenue avec Christian Borgemeister, directeur de l'icipe.



Christian Borgemeister dirige depuis 2005 l'Institut africain de recherche entomologique pour l'alimentation et la santé (icipe), à Nairobi. Après avoir étudié à l'Université de Hanovre, il a travaillé de 1992 à 1997 à l'Institut international d'agriculture tropicale, au Bénin, dans le domaine de la lutte intégrée contre les insectes ravageurs. En 1998, il est revenu à l'Université de Hanovre pour y enseigner l'entomologie. L'icipe fait des recherches sur les insectes tropicaux au service du développement. Ses travaux visent à préserver la santé de l'être humain, des animaux, des plantes et de l'environnement. Cet institut est financé par un consortium de donateurs regroupant des associations privées, des organisations onusiennes et d'autres acteurs publics, dont la DDC.



En Afrique, d'immenses essaims de criquets détruisent régulièrement des récoltes entières. Pour lutter contre ces insectes, la recherche essaie de modifier leur comportement.

Un seul monde: L'icipe étudie les insectes en rapport avec la coopération au développement. Comment faut-il comprendre ce lien?

Christian Borgemeister: Sous les tropiques, les insectes ravageurs ont un impact bien plus sérieux que dans les zones tempérées. Il suffit de penser à l'invasion de sauterelles relatée dans la Bible, l'une des dix plaies d'Égypte. D'autre part, les insectes transmettent de nombreuses maladies infectieuses, dont la plus importante est la malaria qui tue chaque année un million de personnes rien qu'en Afrique. Il y a enfin les insectes utiles: les abeilles, par exemple, jouent dans le monde entier un rôle vital pour la pollinisation.

L'icipe table sur des méthodes «intelligentes» pour lutter contre les insectes nuisibles. Quel est le sens de cette démarche?

Il faut comprendre son ennemi pour pouvoir le combattre intelligemment: des connaissances approfondies sur la biologie, l'écologie et en particulier sur le comportement des insectes nuisibles permettent de développer des méthodes de lutte plus judicieuses et plus durables. Nous travaillons depuis quarante ans sur cette problématique. Notre but a toujours été de neutraliser les insectes avec des procédés naturels. Plutôt que de recourir à des insecticides de synthèse, nous manipulons leur comportement.

En quoi consiste cette lutte «intelligente»?

Nous combattons par exemple le criquet pèlerin par une phéromone qu'il sécrète lui-même. Utilisée à bon escient, cette substance odorante prévient la formation si redoutée d'essaims. Un autre exemple très connu est celui de la mouche tsé-tsé.

Cette dernière transmet à l'homme la maladie du sommeil et à l'animal la nagana, qui tue chaque année 3 millions de bovins en Afrique. Nos recherches ont montré que les espèces de tsé-tsé présentes dans la savane sont attirées par les couleurs bleue et noire ainsi que par l'odeur d'urine du bétail. Nous avons donc créé des pièges utilisant ces caractéristiques. Pour protéger les nomades et leurs troupeaux, il a fallu imaginer une autre solution : au lieu d'un effluve qui attire les mouches tsé-tsé, nous avons cherché quelque chose qui les repousse. Et nous l'avons trouvé chez une espèce d'antilope dont l'odeur corporelle éloigne les insectes. Nous avons identifié, analysé et synthétisé les molécules correspondant à ses sécrétions. Emballée dans une petite capsule et fixée à un collier, cette substance protège les vaches contre les mouches.

De quelle manière ces pièges et ces colliers sont-ils utilisés finalement ?

Notre travail ne se limite pas à la recherche scientifique. Nous nous assurons également que celle-ci profite aux groupes cibles. Il ne sert à rien de développer des technologies épatantes si on ne peut pas les mettre à la disposition des gens qui en ont besoin. Telle est notre conclusion principale après quinze ans de recherches sur la lutte contre la mouche tsé-tsé. Cela nous a conduits à mettre sur pied un vaste projet de recherche appliquée sur les pièges à mouches. Dans ce cadre, nous avons for-

te zone irriguée autour de Mwea, nous avons pu détruire une partie des aires de reproduction en plantant dans les rizières du soja qui pompe les eaux stagnantes. Enfin, dans les mares creusées par la fabrication de briques, nous introduisons des poissons prédateurs qui réduisent les populations de moustiques. Ces trois écosystèmes ont ceci de commun que 90% des sites d'incubation sont dus à des activités humaines. La thèse traditionnelle, selon laquelle il faut assécher les marais pour se débarrasser des moustiques, est sans fondement : les zones



Les mouches tsé-tsé sont attirées par des pièges de couleur bleue et noire qui sentent l'urine du bétail. Pour les chasser, en revanche, on attache au cou du bétail un collier diffusant l'odeur de l'antilope.



Nouveau laboratoire de recherche

Les maladies infectieuses transmises par des insectes hématophages sont en augmentation. Nombre d'entre elles – notamment la dengue, la fièvre de la vallée du Rift ou la virose o'nyong-nyong – se concentrent sur les régions tropicales où surviennent régulièrement des épidémies qui font de nombreuses victimes. On peut réduire considérablement leurs effets grâce au dépistage, qui permet de les traiter en temps utile, et à des connaissances approfondies sur leurs modes de transmission. Mais les régions les plus touchées manquent des compétences nécessaires et beaucoup de maladies ont été peu étudiées. Avec le soutien de la DDC, l'icipe construit un laboratoire de sécurité biologique à Nairobi. Il étoffe ainsi les capacités locales de recherche scientifique et renforce la lutte contre ces maladies.

« Il faut comprendre son ennemi pour pouvoir le combattre intelligemment. »

mé des couturiers qui ont appris à confectionner ces pièges en tissu. La substance odorante se trouve dans une simple bouteille en plastique. Les villageois peuvent ainsi adopter cette technologie et la transmettre à d'autres communautés.

Vous insistez aussi beaucoup sur la nécessité d'adapter systématiquement les mesures au contexte local.

Je vous donne des exemples. Au Kenya, trois de nos projets développent des méthodes spécifiques aux écosystèmes pour combattre le paludisme. Dans la station touristique de Malindi, sur la côte, nous avons constaté que l'eau résiduelle des piscines favorisait la prolifération des moustiques. Dans la vas-

d'incubation résultent surtout des transformations de l'environnement provoquées par l'homme. Logiquement, d'autres interventions humaines peuvent inverser le processus.

Quels sont les principaux projets de recherche de l'icipe ?

La pénurie alimentaire croissante et le bouleversement climatique entraîneront en Afrique un développement massif des cultures irriguées. L'augmentation prévue des rendements risque de s'accompagner d'une catastrophe sanitaire provoquée par la prolifération des moustiques vecteurs de maladies. Pour éviter cela, il est urgent de mener davantage de recherches médicales et agricoles dans une perspective systémique. Un autre point est le débat sur la nécessité d'accroître les rendements agricoles. Nous sommes d'avis qu'il repose sur une erreur de jugement fondamentale : en Afrique, 30 à 40% des rendements potentiels sont détruits avant et après la récolte par des insectes ravageurs et des maladies. Si l'on appliquait des méthodes intelligentes, il n'y aurait besoin ni d'épandre davantage d'engrais, ni d'accroître encore les surfaces cultivées aux dépens des forêts. Notre troisième priorité consiste à étudier les maladies tropicales et à se doter des moyens scientifiques de les combattre. ■

(De l'allemand)

Secours humanitaires à dos de mulets

Les mulets peuvent être de précieux auxiliaires de l'aide humanitaire lors d'interventions en terrain difficile. Après le séisme qui a frappé le Pakistan en 2005, la Suisse a recouru à ces agiles équidés pour acheminer des secours vers des villages de montagne coupés du monde. Une opération couronnée de succès, malgré quelques difficultés initiales.

(Jls) Le 8 octobre 2005, le Pakistan a été secoué par l'un des séismes les plus meurtriers de son histoire. Le nord du pays n'était plus qu'un vaste champ de ruines. L'Aide humanitaire de la Confédération a rapidement envoyé 200 tonnes de matériel à Balakot, une ville particulièrement affectée. Sur le plan logistique, la principale difficulté consistait à secourir des villages totalement isolés dans les montagnes environnantes : les routes d'accès avaient été détruites ou bloquées par des éboulements ; et le terrain était tellement escarpé que les hélicoptères ne pouvaient ni atterrir ni même larguer des ballots de vivres, lesquels auraient dévalé le long des pentes. Pour atteindre ces populations, la DDC a par conséquent décidé d'acheter 18 mulets dans une autre région du Pakistan. Ces animaux sont robustes, sobres et ont le pied très sûr en montagne.

Des bâts de l'armée suisse

Un premier convoi a quitté Balakot le 14 octobre. Les mulets ont acheminé des tentes, des nattes, des couvertures et des équipements de cuisine vers un village perché à 1600 mètres d'altitude. Cependant, plusieurs problèmes sont apparus pendant le voyage. Le harnachement rudimentaire des animaux nécessitait de fréquents réajustements. Les charges étaient trop lourdes et mal équilibrées. Et les mulets étaient blessés par le frottement des cordes de fixation. « J'ai réalisé que nos muletiers n'avaient pas les compétences requises et que le matériel de bât était inadéquat. Nous avons alors suspendu les convois pendant une semaine, le temps de combler ces lacunes », se souvient Rudolf Nydegger, logisticien chargé de l'opération par la DDC. Il a fait appel à l'armée suisse qui lui a envoyé des harnais en cuir. Quant aux muletiers, une formation accélérée leur a été dispensée sur place : ils ont appris à bâtter les animaux, à les guider et à leur apporter les soins nécessaires.

Ensuite, une vingtaine d'autres convois ont été organisés. Chaque voyage durait en général une journée. « Nous étions alors beaucoup plus professionnels. Avec une charge maximale de 60 kilos par bête et un matériel de bonne qualité, l'opération d'ai-

de d'urgence s'est parfaitement bien déroulée », se félicite Rudolf Nydegger. Une fois les secours distribués, la DDC a offert ses mulets aux villageois, en s'assurant qu'ils seraient traités correctement, qu'ils auraient assez de fourrage et disposeraient d'une étable appropriée. ■

Une main-d'œuvre éreintée

Chevaux, ânes et mulets travaillent dur dans les pays en développement. Environ 100 millions d'équidés sont utilisés chaque jour pour transporter des personnes et des marchandises, pour tirer des charrues ou des véhicules. Des millions de familles pauvres comptent sur eux pour gagner un maigre revenu. Selon Brooke, une association britannique de secours vétérinaires, un grand nombre de ces animaux sont en mauvaise santé. Ils souffrent d'infections et de blessures, ils sont sous-alimentés, déshydratés et épuisés par leurs lourds fardeaux. Souvent, les propriétaires n'ont pas accès aux services vétérinaires, trop coûteux ou trop éloignés géographiquement. Brooke travaille avec les communautés rurales pour améliorer la santé et les conditions de vie des animaux de trait.



Rudolf Nydegger/DDC

Après le séisme au Pakistan, des mulets ont acheminé des vivres vers des villages de montagne qui ne pouvaient être secourus ni par camion ni par hélicoptère

Faits et chiffres



Jean-Baptiste Rabouan/hemis/af

Liens

www.livestocknet.ch

Le réseau LivestockNet regroupe la plupart des acteurs suisses concernés par l'élevage dans les pays en développement et en transition

www.worldfishcenter.org

Le WorldFish Center, basé en Malaisie, vise à réduire la pauvreté et la faim par l'amélioration des pêcheries et de l'aquaculture

www.swisstph.ch

Des chercheurs de l'Institut tropical et de santé publique suisse (Swiss TPH) étudient l'interface entre la santé animale et humaine

L'avenir appartient au chameau

Grâce à sa constitution particulière, le chameau est l'animal de rente qui supporte le mieux le réchauffement climatique. Il possède la faculté de réguler sa température interne pour s'adapter aux écarts extrêmes de température dans le désert. En outre,

cette bête de somme peut porter des charges de 200 kilos sur de longues distances sans avoir besoin de s'abreuver en chemin. Elle se contente d'une nourriture frugale et peut brouter les branches situées à 3 mètres du sol. Outre le travail qu'il fournit, le chameau produit du lait, de la

viande et de la laine. Dans les régions exposées à la désertification, beaucoup d'éleveurs troquent déjà leurs troupeaux de vaches ou de zébus contre des dromadaires. En trente ans, ceux-ci sont passés de 3 à 6 millions en Somalie et de 800 000 à 1,6 million au Niger.



Chris Keulen/af

Quelques chiffres clés

- Le cheptel mondial compte plus de 1,7 milliard de têtes.
- Un tiers des céréales cultivées dans le monde sont destinées à l'alimentation du bétail.
- Environ 60% de toutes les terres agricoles sont occupées par les activités liées à l'élevage (pâturages et production fourragère).
- La part de l'élevage dans l'aide publique au développement, qui évoluait entre 12 et 15% dans les années 70, est tombée à 2% en 2000, avant de remonter très légèrement par la suite.
- Entre 1961 et 2005, la consommation annuelle de poisson par habitant est passée de 17 à 24 kilos dans les pays industrialisés et de 5 à 14 kilos dans les pays en développement.

Un monde carnivore

Entre 1980 et 2005, la consommation de viande a fortement augmenté dans les pays en développement, passant de 14 à 31 kilos par habitant et par an. Ces chiffres restent inférieurs à ceux du monde industrialisé qui a progressé de 76 à 82 kilos. Cependant, l'écart se comble rapidement dans des pays comme la Chine (de 14 à 60 kilos) et le Brésil (de 41 à 81). L'Afrique subsaharienne est la seule région qui accuse un recul (de 14 à 13). Si on calcule la consommation totale par région, les pays en développement sont déjà largement en tête, vu leur importance démographique. D'ici 2020, ils mangeront presque 200 millions de tonnes de viande par an, contre environ 110 millions pour les pays industrialisés.

Zoonoses émergentes et réémergentes

Le nombre de zoonoses est en augmentation. Certaines sont nouvelles, comme le virus Nipah, né dans des élevages intensifs de porcs en Malaisie. D'autres, déjà présentes chez l'animal, se transmettent désormais à l'homme dans des circonstances exceptionnelles. C'est le cas du syndrome respiratoire aigu sévère (SRAS). D'anciennes zoonoses réapparaissent ou se propagent dans de nouvelles régions géographiques. Ainsi, l'Europe de l'Est connaît actuellement une flambée de rage. En Afrique de l'Est, la maladie du sommeil zoonotique a resurgi chez l'homme à la faveur du transport par camions de bovins atteints de trypanosomose. La progression des zoonoses est due notamment à l'intensification de l'élevage, à l'augmentation des migrations humaines et animales, aux changements environnementaux et à l'insuffisance des moyens disponibles pour combattre ces maladies.



Markus Kichgesner/af

Le froid décime le cheptel et dilate les bidonvilles



Paul Hennin/af

Avec 3 millions d'habitants pour une superficie 38 fois plus grande que celle de la Suisse, la Mongolie est l'un des pays les plus faiblement peuplés du monde. Traditionnellement, les Mongols sont des nomades qui vivent de l'agriculture et de l'élevage. La chute du régime communiste, remplacé par la démocratie et l'économie de marché, a provoqué au cours des deux dernières décennies de profonds changements qui se traduisent par des disparités accrues entre ville et campagne, entre riches et pauvres. De Petra Aldenrath*.

Aucune route asphaltée ne conduit vers la vallée de la Tuul, où vit Ganaa. On y accède en véhicule tout-terrain par des chemins cahotants, en traversant prairies et steppes, pentes boisées et rivières. L'endroit où habite cette Mongole se situe à seulement 35 km à l'est de la capitale Oulan-Bator, mais le contraste est saisissant.

Les années 90 ont été marquées par l'effondrement du communisme, l'ouverture démocratique et l'instauration de l'économie de marché. Depuis lors, de plus en plus d'entreprises indigènes et étrangères se sont implantées dans les villes de province et surtout à Oulan-Bator. La capitale s'est mise à grandir. Alors qu'il y a tout juste quinze ans, les habitants écarquillaient encore les yeux à chaque voiture qui passait, les embouteillages sont aujourd'hui quotidiens.

Beaucoup abandonnent la vie nomade

Attirés par la perspective d'un emploi bien rémunéré, les nomades sont toujours plus nombreux à quitter les steppes pour tenter leur chance en ville. Oulan-Bator a vu sa population passer de 350 000 habitants en 1994 à 1,3 million actuellement. Au centre-ville s'ouvrent des magasins, des bistrotts, des bars, des ateliers d'artistes. Les jeunes citadins s'habillent désormais à l'occidentale, tandis que beaucoup de personnes plus âgées continuent de porter le *del*, tenue traditionnelle composée de plusieurs couches et brodée de couleurs vives.

Alors que le cœur de la cité se modernise et s'enrichit, des bidonvilles sont apparus dans les zones périphériques. Les nomades venus de la steppe y plantent leurs yourtes, des tentes circulaires, à côté de baraques en tôle ondulée. Des enfants jouent

L'héritage de Gengis Khan

Au 13^e siècle, Gengis Khan a unifié les tribus divisées de l'Asie centrale et fondé l'Empire mongol. Avec une armée de cavaliers, lui-même et ses successeurs ont conquis les royaumes musulmans situés sur le territoire occupé aujourd'hui par le Kazakhstan, l'Afghanistan, l'Iran et la Turquie. Les Mongols ont ainsi régné sur la Chine et sont arrivés jusqu'aux portes de Vienne. Cet empire immense s'est effondré au 14^e siècle. La Chine a gagné en influence dans la partie sud de la Mongolie. Un pacte conclu en 1911 et toujours en vigueur reconnaît qu'elle contrôle officiellement la « Mongolie intérieure ». Le reste du pays avait proclamé son indépendance, mais s'est retrouvé de fait sous le joug de l'Union soviétique. Il est devenu un État communiste en 1924. La domination de Moscou a pris fin en 1989 et le pays est devenu une république démocratique.



Dans l'espoir de trouver un emploi bien rémunéré, de nombreux nomades mongols plantent leur yourte aux abords de la capitale Oulan-Bator. Ganaa (ci-dessus à gauche) a fait le contraire et s'est installée à la campagne, dans la vallée de la Tuul. Son voisin, Batlaa, est un communiste endurci.



dans un canal pollué. Des voitures se faufilent entre les moutons et les chèvres en train de paître.

«Oulan-Bator n'est pas faite pour accueillir autant de gens», dit Ganaa, tout en ramenant quelques poules dans leur enclos. «Il n'y a pas assez d'équipements sociaux, comme des hôpitaux et des écoles. Bien des classes comptent jusqu'à soixante élèves. Et durant l'hiver, qui est très rigoureux chez nous, on découvre toujours plus d'enfants réfugiés dans les puits d'accès au réseau de chauffage de la ville. Ils s'y abritent pour ne pas mourir de froid. Sous le régime socialiste, tout le monde travaillait six heures par jour. Les gens étaient égaux. Ils gagnaient de l'argent, mais tous étaient égaux.»

Manque de pluie et froid extrême

Ganaa a grandi en ville. Son mari était enseignant. Lorsqu'il est mort, elle a vendu tout ce qu'elle possédait, s'est acheté quelques têtes de bétail et est partie vivre à la campagne. Alors que la plupart des nomades affluent vers les zones urbaines, Ganaa a fait exactement le contraire : à 55 ans, elle a délibérément choisi le nomadisme. Comme beaucoup de Mongols, elle a une grande famille. Le régime socialiste pratiquait une politique nataliste. La population du pays a augmenté de 30% en trente ans seulement. Ganaa elle-même a mis au monde dix enfants. Quand toute sa famille (de ses frères jusqu'à son arrière-petit-fils) lui rend visite, ce sont plus de

130 personnes qui se réunissent, dit-elle fièrement. Presque tous vivent en ville. Parmi ses enfants, seul l'aîné a choisi de la suivre et de troquer la vie citadine contre une existence nomade.

Ganaa et son fils se sont mis à tondre des moutons, à traire des vaches, à fabriquer du fromage et du beurre, et à vendre leurs produits. «Aujourd'hui, avec l'économie de marché, il faut travailler dur pour bien vivre», constate-t-elle. Seules six familles peuplent la vallée, bordée de collines couleur sable, où s'est installée Ganaa.

La vie est difficile dans les steppes. Le vent siffle aux oreilles, il n'y a ni eau chaude, ni téléphone, ni électricité. «Le pire, c'est l'hiver», dit Ganaa. La Mongolie a subi ces dernières années des vagues de froid extrême. Durant des mois, le pays a été recouvert de neige et de glace, avec des températures de moins 50 degrés. Des hivers aussi rigoureux sont catastrophiques pour beaucoup de nomades : les animaux périssent par troupeaux entiers, laissant les éleveurs complètement démunis.

La Mongolie compte environ 42 millions de têtes de bétail et quelque 3 millions d'habitants. Le surpâturage épuise les steppes. Comme les pluies se sont raréfiées ces dernières années dans de nombreuses régions, l'herbe pousse mal et les nomades ne peuvent pas engranger suffisamment de réserves de foin pour l'hiver. Le bétail meurt donc de faim et de froid.



Steven Gallagher/Leif

Les anciens nomades parviennent difficilement à se reconstruire une existence en ville. Beaucoup sombrent dans le dénuement.

Ressources convoitées

Le sous-sol de la Mongolie est riche en ressources naturelles. Les gisements de charbon, cuivre, pétrole, zinc, or et argent, en partie inexploités, suscitent des luttes acharnées. Des entreprises étrangères tentent de s'assurer des droits d'extraction. Depuis quelque temps, la Mongolie affiche des taux de croissance pouvant aller jusqu'à 10% par an. Mais cet essor économique est dû surtout à la hausse des prix des matières premières sur les marchés mondiaux. Les classes modestes n'en profitent guère. Environ 40% des Mongols vivent au-dessous du seuil de pauvreté. Des initiatives citoyennes et quelques partis dénoncent le bradage du pays à des puissances étrangères comme la Chine et la Russie, ainsi que la corruption et les abus de pouvoir. L'exaspération populaire a déjà débouché par le passé sur des actes de violence.

Exode rural et misère

Souvent, les nomades qui ont vu mourir leur troupeau vont chercher du travail en ville. «Mais beaucoup d'entre eux n'ont aucune formation. Ils n'ont appris qu'à élever du bétail. Ils parviennent difficilement à trouver un emploi», remarque Ganaa. Elle-même a aussi perdu des bêtes, mais jamais la totalité de son troupeau.

Il y a quelques années, Ganaa et son fils se sont achetés une jeep. Ils l'utilisent désormais pour se rendre en ville avant l'hiver et faire des réserves de fourrage. L'an passé, ils ont acheté 400 balles de foin et une grande quantité d'aliments. Ganaa pose sur le fourneau une galette qui sera accompagnée de viande de mouton et de yoghourt fait maison. Sa yourte – *ger* en mongol – est chauffée par des panneaux solaires et par un fourneau conventionnel qui sert également à cuire. Le combustible utilisé est du bois ou de la bouse de vache séchée.

Ganaa et son fils ont su rendre leur yourte très confortable. Les deux lits, garnis de couvertures richement brodées, servent de sièges durant la journée. Sur la table, il y a du thé chaud et des gâteaux roulés à base de fromage à pâte dure. Des pots sont rangés sur une étagère. À côté, une commode contient des vêtements. La tente abrite aussi un poste de radio et un téléviseur. Un groupe électrogène les fait fonctionner et une antenne parabolique assure la réception. «Je veux être au courant de ce qui se passe dans le monde», dit Ganaa.

Qu'ils soient citadins ou nomades, les Mongols qui se rencontrent en viennent vite à parler politique

et économique. Le plus proche voisin de Ganaa se trouve à dix minutes à cheval de chez elle. Batlaa, âgé de 85 ans, et sa famille ont établi leur campement au bord de la rivière. Le vieil homme regarde sa belle-fille nettoyer dans un baquet d'eau les viscères d'un mouton abattu.

Batlaa se qualifie lui-même de communiste endurci. Il ne veut rien savoir des temps modernes. Cela lui semble totalement incompréhensible que les jeunes citadins d'aujourd'hui lancent des initiatives, fondent des partis, manifestent pour la justice et la démocratie ou contre la corruption et les abus de pouvoir. S'il le pouvait, Batlaa inverserait le cours du temps: «Sous le régime socialiste, on avait instauré la scolarité gratuite, il y avait des hôpitaux dans les chefs-lieux de province et tous les gens étaient égaux.» Pour lui, c'était le bon temps. Que cette époque ait été marquée par des actions d'épuration politique, que des gens aient été assassinés en raison de leurs opinions, que l'on ait censuré la presse – cela n'intéresse pas Batlaa. Il refuse d'en parler.

Bradage des ressources minières

Avec sa démocratie encore très jeune, la Mongolie est en pleine mutation. C'est à la fin des années 80 et au début des années 90 que se sont mis en place le système multipartite et les réformes économiques. «À l'heure de la démocratie et de l'économie de marché, on sombre malheureusement très vite dans le dénuement», remarque Ganaa. Elle aussi vitupère contre le gouvernement, l'estimant corrompu et indigne d'une authentique démocratie. Elle dénonce les injustices de l'industrie minière et le bradage des riches gisements du pays par un gouvernement qui ne s'intéresse qu'à l'argent des investisseurs étrangers au lieu de soutenir les entreprises mongoles. Mais Ganaa ne voudrait tout de même pas revenir aux temps du socialisme, contrairement à son voisin.

La nuit commence à tomber sur la vallée de la Tuul. Ganaa conduit ses bêtes du pâturage vers les étables. Demain, elle ira en ville pour y vendre des œufs, du fromage et du lait sur le marché hebdomadaire. Elle en profitera pour rendre visite à quelques-uns de ses enfants. Cependant, Ganaa ne voudrait pour rien au monde retourner vivre à Oulan-Bator. Elle restera nomade. «Dans quel autre endroit peut-on humer la bouse de vache qui brûle? Où trouve-t-on une telle paix? Dans la steppe, je me sens libre.» ■

**Petra Aldenrath, journaliste bâloise, a été pendant cinq ans correspondante de la radio allemande ARD en Chine et en Mongolie. Elle était basée à Pékin.*

(De l'allemand)

Une journée sur le terrain avec...

Felix Fellmann, chef du bureau de coopération et du consulat de Suisse à Oulan-Bator

Notre journée de travail commence à 9 heures. Tout d'abord, je passe en revue avec mon assistante les requêtes adressées au consulat. Ensuite, je m'entretiens avec mon suppléant Matthias Meier, responsable des affaires opérationnelles. Aujourd'hui, la discussion porte sur l'évaluation de notre projet avec des chercheurs d'or, la planification de la phase 2011-2013 et le recrutement d'un nouveau chef de projet. La DDC soutient depuis trois ans l'exploitation minière artisanale, un secteur qui fait vivre quelque 100 000 personnes en Mongolie. Ces activités étaient interdites jusqu'à présent. Le Parlement a approuvé leur légalisation il y a deux jours. C'est pour nous un succès qui demande des ajustements dans notre planification.

À 11 heures, j'ai rendez-vous avec le secrétaire d'État aux affaires étrangères. Il souhaite que notre programme de bourses d'études prenne en considération des métiers présentant un intérêt stratégique pour la Mongolie. Ce sont par exemple les

« Grâce à des capteurs solaires, les éleveurs regardent la télévision dans les zones les plus reculées. »

ingénieurs des mines, les mécaniciens et les experts de la santé. Puis mon interlocuteur déplore le manque de dynamisme du marché intérieur. Nous envisageons les diverses possibilités d'améliorer la situation.

Il est déjà midi. L'association américaine Mercy Corps présente les premiers résultats d'un projet qu'elle réalise sur mandat de la DDC : des éleveurs s'associent afin d'obtenir des prix plus élevés pour leurs produits – viande et laine notamment – tout en achetant à meilleur compte des marchandises telles que carburant, sucre ou sel. C'est une simple coopérative, mais elle fonctionne bien. Je mange ensuite avec le directeur de Mercy Corps Mongolia. Nous évoquons l'évolution récente du pays. De tels programmes de développement rural ont-ils encore un avenir face aux milliards que l'industrie minière fera affluer dans les caisses de l'État ? Nous n'avons pas de réponse à cette question.



DDC

De retour au bureau vers 14 heures, j'écoute notre équipe chargée des relations publiques. Elle présente des idées pour une campagne de sensibilisation à l'environnement. La télévision d'État mongole nous a contactés concernant le cofinancement d'un programme consacré à l'exploitation durable des pâturages. Grâce à des capteurs solaires, les éleveurs reçoivent aujourd'hui les émissions de télévision même dans les zones les plus reculées de ce vaste pays. La demande de la chaîne est donc extrêmement bienvenue. Nous décidons de confier à de jeunes artistes la réalisation de courts métrages documentaires. À 16h30, je me retire dans mon bureau afin de rédiger la demande d'entrée en matière pour un nouveau programme. Comme j'ai besoin d'une tranquillité absolue, je suspends à ma porte une pancarte portant l'inscription « Please do not disturb ». Au début, cela ne plaisait pas à mes collaborateurs mongols. Maintenant, ils acceptent mon besoin d'isolement. En fin de compte, tous ont intérêt à ce que mes requêtes rencontrent un écho positif à Berne. Pour cela, je dois traduire nos idées dans le mode de pensée helvétique, ce qui exige une concentration totale.

Ma journée de travail se termine à 18h30. Je m'en tiens strictement à cet horaire, car nos enfants sont encore petits et vont au lit peu après le souper. Ensuite, je lis pendant que ma femme s'entretient par Skype avec sa famille au Honduras. Nous regardons encore brièvement Deutsche Welle pour savoir ce qui se passe dans le monde. Et l'heure est venue pour nous aussi d'aller dormir. ■

(Propos recueillis par Gabriela Neuhaus)

(De l'allemand)

Le programme suisse en Mongolie

L'engagement de la DDC en Mongolie date de 2001. Il a commencé par une aide d'urgence aux éleveurs qui avaient perdu leurs troupeaux – donc leurs moyens d'existence – à la suite d'un *dzud* (hiver exceptionnellement rigoureux). Depuis lors, l'aide humanitaire a fait place progressivement à des programmes de développement toujours plus étoffés. En 2004, la DDC a ouvert un bureau de coopération à Oulan-Bator. Les axes principaux de son action sont le soutien aux éleveurs, l'amélioration de la sécurité alimentaire par un programme de sélection de pommes de terre, ainsi que la promotion des secteurs secondaire et tertiaire, notamment par des appuis à la formation professionnelle.

www.ddc.admin.ch,
« Pays », « Mongolie »
www.swiss-cooperation.admin.ch/mongolia

Ce n'est pas que les hommes soient moins bons

À Zamyn Uud, tout au sud de la Mongolie, les périodes de canicule sont longues. La température avoisine alors les 50 degrés – un climat qui pourrait presque mettre votre vie en danger. Cela fait trois ans que j'y passe mes vacances d'été, mais il n'a encore jamais fait aussi chaud. Apparemment, les météorologues avaient raison : peu après la catastrophe du *dzud*, ils avaient prédit un été encore plus torride que d'habitude. Peut-être est-ce là un des nombreux effets du réchauffement climatique, qui se manifestent dans notre pays trois fois plus vite que partout ailleurs. Le nombre d'écologistes augmente également de jour en jour. Et cette année, le président a instauré, pour la plus grande joie de la population, des journées dédiées à la plantation d'arbres.

Il y a une bonne raison pour que je m'installe en été dans ce petit village perdu au milieu de ce que l'on pourrait appeler une mer de sable : mon fiancé y a été déplacé il y a trois ans pour des raisons professionnelles. Dès le premier jour de mes vacances, je prends donc la direction de Zamyn Uud pour le rejoindre. Bien que le respect à l'égard des hommes soit profondément enraciné dans notre culture, les femmes mongoles jouissent d'une autorité bien plus grande que celles d'autres pays asiatiques. L'individualisme et l'indépendance financière sont des valeurs très développées chez nous. Dans le bureau où je travaille, par exemple, les femmes sont majoritaires. À l'échelle du pays, elles sont probablement plus nombreuses que les hommes à occuper des postes de cadres. Ce n'est pas que les hommes soient moins bons que nous. Je voudrais seulement souligner qu'ici, les femmes font ce qu'elles veulent, qu'elles sont indépendantes et que personne ne les contrôle. Sur ce plan, la mentalité des Mongols modernes est semblable à celle des Européens.

La jeunesse mongole se divise en trois catégories : rurale, urbaine et étrangère. Beaucoup de jeunes ont grandi à l'étranger, où ils continuent de vivre et de travailler. Nombreux sont aussi ceux qui émigrent dans la perspective de suivre une meilleure formation et de toucher des salaires plus élevés.

Parmi les Mongols de la diaspora, il y en a qui décident de rentrer au pays après avoir acquis un bon bagage professionnel. D'autres trouvent que l'on ne gagne pas assez ici et ils se « cachent » longtemps à l'étranger. Mais tous disent la même chose : « Un jour, je vivrai définitivement dans ma patrie. »



Khulan Khuderchuluun

est journaliste à Oulan-Bator pour *Zuuny medee* (les nouvelles du siècle), un des principaux quotidiens mongols.

Elle et son fiancé voudraient fonder bientôt une famille, mais ils n'ont pas encore assez d'argent. Cela ne suffit pas à décourager cette jeune femme de 28 ans : « Nous, les jeunes, avons hérité de nos ancêtres la patience et la capacité de surmonter n'importe quelle difficulté. »

La plupart des jeunes citadins sont des étudiants venus de zones rurales ; ils ont rompu avec la vie villageoise et se sont échappés vers la capitale après avoir terminé l'école secondaire. C'est exactement ce que j'ai fait. Venue de la campagne, j'ai été emballée dès le premier jour par la grande cité. J'ai trouvé que tout – les rues, les voitures, les gens – était merveilleux et branché. Après quatre ans d'études, je ne voyais plus aucune différence entre moi et les autres filles de la ville. J'y repense souvent, avec un sourire, en observant à l'automne les nouveaux étudiants qui prennent le chemin de l'université.

D'autres jeunes restent fidèles à la terre une fois leur scolarité terminée. Ils travaillent dans la région ou décident de mener une existence d'éleveurs nomades. Il y a beaucoup de raisons pour lesquelles ils continuent de vivre à la campagne. Certains le font, par exemple, parce qu'ils n'ont pas pu accéder au niveau d'enseignement supérieur. Mais ce qui me frappe en tant que journaliste, c'est que les

jeunes ruraux font preuve de grandes qualités humaines. Nombre d'entre eux sont extrêmement hospitaliers, directs et chaleureux. On rencontre dans les zones rurales de Mongolie quantité de jeunes qui ont gardé une âme d'enfant et qui sont pleins de générosité. Nous disons chez nous que ces gens ont une personnalité « entière ». ■

(De l'anglais)

Six décennies d'aide aux réfugiés palestiniens

Soixante ans après sa fondation, le travail fourni par l'Office de secours et de travaux des Nations Unies pour les réfugiés de Palestine dans le Proche-Orient (UNRWA) est toujours aussi indispensable. Le soutien accordé à cet organisme constitue la plus ancienne action humanitaire de la Suisse.



L'aide de l'UNRWA, qui comprend la distribution de denrées alimentaires, bénéficie à environ 4,7 millions de réfugiés palestiniens

(mr) L'État d'Israël a été proclamé il y a 62 ans déjà, mais le problème palestinien n'a rien perdu de son acuité. Non seulement aucune solution n'est en vue, mais la situation est en train de s'aggraver. Le monde entier s'en est rendu compte une fois de plus fin mai dernier, quand une flottille propalestinienne a tenté vainement d'acheminer de l'aide vers la bande de Gaza. Le soutien apporté aux réfugiés palestiniens n'en est que plus crucial. Pour leur venir en aide, l'ONU avait créé un fonds spécial en 1948. Mais cette mesure s'est avérée insuffisante. C'est pourquoi l'UNRWA a été mis sur pied en mai 1950. Depuis ses débuts, il a reçu l'appui financier de la Suisse. Grâce à ses installations et à ses activités, l'UNRWA contribue aujourd'hui à répondre aux besoins essentiels de 4,7 millions de réfugiés palestiniens en Syrie, au Liban, en Jordanie, dans la bande de Gaza et en Cisjordanie.

De l'aide d'urgence à l'envoi d'experts

La Suisse alimente le budget général de l'UNRWA à raison d'environ 10 millions de francs par an. Elle finance par ailleurs divers projets novateurs. En 2004, l'UNRWA et la DDC ont organisé à Genève une conférence qui s'est penchée sur l'orienta-

tion future de l'aide internationale aux réfugiés palestiniens. Les divers acteurs ont décidé de renforcer leur collaboration et d'optimiser ensemble la conception des programmes onusiens. Depuis lors, la Suisse joue un rôle prépondérant dans la mise en œuvre du plan de réformes de l'UNRWA. « Ces mesures visent à améliorer la gestion de l'ensemble de l'organisation, afin de fournir une aide plus efficace aux réfugiés », explique Véronique Bourquin, chargée de programme à la DDC pour les territoires occupés.

L'engagement de la Suisse en faveur des Palestiniens comprend une large gamme d'activités. En cas de crise, la DDC déploie une aide d'urgence. Ce fut le cas notamment en 2006 après la guerre entre Israël et le Hezbollah, puis en 2007 quand le camp de réfugiés de Nahr el-Bared, dans le nord du Liban, a été détruit par les combats opposant l'armée libanaise aux militants islamistes de Fatah al-Islam. Parmi les autres appuis de la DDC figurent le financement du bureau de liaison de l'UNRWA à Genève et l'envoi de spécialistes du Corps suisse d'aide humanitaire. ■

(De l'allemand)

Éducation et soins médicaux

Les deux principaux piliers des activités de l'UNRWA sont l'éducation de base et la fourniture gratuite de soins de santé. Par ailleurs, l'agence fournit des prestations sociales aux 6% de réfugiés qui ne sont pas en mesure de couvrir eux-mêmes leurs besoins essentiels. Un programme de microfinancement octroie des crédits aux petites entreprises et aux familles pauvres. L'UNRWA alloue aussi régulièrement des ressources à l'aide d'urgence dans la bande de Gaza, en Cisjordanie et à Jérusalem-Est, en particulier depuis le début de la seconde Intifada, en septembre 2000.

Combattre les schémas de pensée de type patriarcal

À Cuba, les femmes sont parvenues ces dernières années à s'imposer socialement avec beaucoup de force. Mais elles sont toujours victimes de violences, un problème auquel le pays devrait accorder davantage d'attention. Mariela Castro Espín, directrice du Centre national d'éducation sexuelle (Cenesex), dresse un bilan mitigé. Entretien avec Maria Roselli.



Mariela Castro Espín, âgée de 48 ans, dirige le Centre national d'éducation sexuelle (Cenesex) et milite pour les droits des homosexuels. Elle est la fille du président cubain Raúl Castro et de Vilma Espín. Elle s'est fait connaître au niveau international par son engagement en faveur des mariages homosexuels et des opérations de changement de sexe. Mariela Castro est aussi présidente de la Société cubaine multidisciplinaire pour l'étude de la sexualité et membre du conseil exécutif de l'Association mondiale pour la santé sexuelle. Depuis le décès de sa mère, elle préside la Fédération des mères cubaines, une association féministe. Mariela Castro édite la revue *Sexología y Sociedad*.



Vogel/Le Figaro Magazine/leif

«Le machisme est encore très répandu à Cuba», remarque Mariela Castro. C'est pourquoi elle préconise...

Un seul monde: La violence contre les femmes, en particulier la violence domestique, est plus répandue en Amérique centrale que dans d'autres régions du monde. Que peut-on faire pour endiguer ce phénomène?

Mariela Castro Espín: Ce sont avant tout les gouvernements qui sont appelés à réagir. Ils doivent édicter des lois et définir des politiques sociales appropriées. Nous avons besoin de politiques qui incitent à respecter les femmes et qui préviennent les abus. En premier lieu, il convient d'adopter des lois qui garantissent tous les droits des femmes. Y compris sur le plan économique, ce qui n'est toujours pas le cas dans de nombreux pays du monde. L'Europe non plus n'a pas fait de grands progrès en matière d'égalité salariale. Pourtant, elle est riche et développée. Les disparités sont encore plus marquées dans les pays pauvres. En outre, il faut instaurer des services auprès desquels la population peut aller chercher une aide professionnelle et dénoncer les abus.

Dans un rapport de 2000, la Commission des droits de l'homme de l'ONU a déploré le manque de données statistiques sur la violence contre les femmes à Cuba.

C'est vrai. Malheureusement, seules des études qualitatives et non quantitatives ont été faites jusqu'ici. Des données statistiques nous permettraient de comprendre en détail la nature du problème et donc de mieux le combattre. C'est une suggestion que nous présentons aussi à notre administration. Toutefois, des progrès ont été enregistrés dans ce domaine. Par exemple, on a institué des tribunaux spéciaux pour les problèmes familiaux et des centres d'assistance aux victimes.

Souvent, la violence se produit au sein même de la famille. Quelle politique sociale serait susceptible de stopper ces abus?

Hormis les réglementations spécifiques, une bonne formation des juges et des avocats est nécessaire. En effet, nous avons constaté que ces profes-

sionnels ignorent souvent comment faire face à de tels cas. Ils culpabilisent les femmes et les enfants, qui sont en réalité les victimes de la violence. Par ailleurs, il convient de travailler aussi au niveau de l'éducation, afin de susciter un changement culturel sur les questions liées au genre. L'enseignement peut aider à briser des schémas de pensée de type patriarcal, hérités de nos ancêtres. Les hommes jouissent d'une plus grande liberté que les femmes et ont tendance à résoudre les problèmes par la violence; il s'agit là d'un problème social qui appelle des réponses fortes. L'instruction est cruciale en la matière.

Que fait Cuba pour contrôler la situation?

Nous sommes un pays de culture patriarcale, mais certains contextes historiques ont fait évoluer la situation. À Cuba, il existe depuis les années 60 des lois qui garantissent les droits des femmes. Malheureusement, le machisme est encore très répandu. Des structures communautaires ont été mises sur pied. Des études montrent qu'elles aident réellement les personnes en difficulté. Les femmes et les enfants maltraités peuvent y recourir. En ville, ce système fonctionne bien. Dans les zones rurales, il est plus difficile de trouver de l'aide. Beaucoup de choses ont été réalisées ces dernières années, mais ce n'est pas encore suffisant. Au Cenesex, nous travaillons aussi dans ce sens.

Quelles sont les priorités du Cenesex?

Il faut consolider toute la politique d'éducation sexuelle, surtout dans les écoles. Nous devons également soutenir vigoureusement le travail avec les familles et la presse. Ce dernier domaine est fondamental, car les médias ont une grande influence sur la façon de penser et de raisonner. De plus, il importe de modifier le Code de la famille, en y introduisant de nouveaux éléments qui amélioreront la protection des femmes et des enfants face à la violence domestique.

Le Cenesex s'occupe aussi des droits des couples homosexuels. Au cours des dix dernières années, de grands progrès ont été accomplis à Cuba dans ce domaine. Comment cela a-t-il été possible?

Tout le travail réalisé depuis les années 60 en faveur des droits des femmes nous a servi de base. Nous avons élargi le débat à d'autres sphères, afin de faire avancer aussi les droits des personnes homosexuelles et transsexuelles. Nous avons réussi à porter ce thème devant le Parlement. Nous en avons débattu avec les députés, les dirigeants du Parti communiste, les fonctionnaires et la société civile. En outre, nous avons lancé des campagnes

publiques pour sensibiliser la population et l'amener à surmonter certains préjugés.

Quelle est la position de la femme aujourd'hui à Cuba?

Ces dernières années, de plus en plus de femmes se sont fait une place dans les centres du pouvoir. Elles ont décroché des postes à responsabilité, que ce soit au niveau administratif, scientifique ou pu-



Miguel Gonzalez/Inf

...de consolider la politique d'éducation sexuelle, surtout dans les écoles.

blic. Le nombre de Cubaines occupant de hautes fonctions est en augmentation constante. Il existe des professions où les femmes sont d'ores et déjà majoritaires, par exemple dans les domaines de la santé, du droit, de la science ainsi que dans les universités. Mais il reste encore beaucoup à faire.

Est-il possible d'envisager qu'une femme dirige le pays dans un avenir proche?

Bien sûr, car nous comptons beaucoup de femmes compétentes et très appréciées, aussi bien dans la classe politique que dans le monde scientifique ou religieux. À mes yeux, chacune d'elles pourrait devenir la prochaine présidente de Cuba. ■

(De l'italien)

Renommée internationale

Le Centre national d'éducation sexuelle (Cenesex) est un organisme financé par le gouvernement cubain. La DDC soutient certaines de ses activités. Il est connu à l'échelon international pour son engagement en faveur des homosexuels, des bissexuels et des transsexuels. Son objectif principal est de contribuer « au développement d'une culture sexuelle complète, agréable, responsable et visant à promouvoir le plein exercice des droits sexuels ». Le Cenesex assume par ailleurs un rôle fondamental dans la prévention du sida et la sensibilisation à la contraception.

DDC interne

Professionnaliser et coordonner l'aide humanitaire

(unz) Depuis le 1^{er} septembre dernier, la Suisse préside le Good Humanitarian Donorship (GHD). Ce groupe informel, qui réunit 36 pays donateurs, entend faire appliquer les principes et les fondements opérationnels de l'aide humanitaire partout dans le monde et améliorer la coordination des interventions. C'est aussi une plate-forme essentielle pour les échanges d'informations. En prenant la présidence du GHD, la Suisse souligne sa volonté de renforcer sa présence au niveau international dans le domaine humanitaire. L'un de ses objectifs est de sensibiliser les autres pays donateurs à la nécessité de professionnaliser les organisations actives dans l'aide d'urgence (*rapid response*). Ce thème a récemment resurgi dans l'actualité, avec l'intervention souvent non coordonnée de milliers d'acteurs privés lors du tremblement de terre en Haïti. En outre, la Suisse mettra l'accent sur la protection des civils dans les conflits armés.
www.goodhumanitarian-donorship.org

Mozambique: mon corps m'appartient

(bm) Le Mozambique a fait des progrès importants en matière de protection de l'enfance. Néanmoins, les abus sexuels contre les mineurs restent un problème grave dans ce pays. Lancé en juillet dernier, «Este corpo é meu» (ce corps est à moi) est un projet innovateur destiné aux écoles primaires. Il a mis sur pied une exposition itinérante qui sensibilise à ce problème et présente les mesures de

protection. D'ici deux ans, environ 30 000 enfants âgés de 6 à 12 ans auront été informés des risques d'abus sexuels. Ils connaîtront leurs droits et sauront comment se défendre. Se limitant d'abord aux principales villes – Maputo, Nampula et Nacala –, le projet compte s'étendre ensuite à d'autres régions. Son objectif est de réduire les



DDC

abus sexuels et d'améliorer la santé physique et psychique des enfants.

Durée du projet: juillet 2010 – juin 2012

Volume: 1,14 million CHF

Des bâtiments moins voraces en énergie

(mq) Le gouvernement sud-africain encourage la construction de maisons bon marché pour répondre à la pénurie de logements accessibles aux couches défavorisées de la population. Cependant, les immeubles bâtis à moindres frais sont souvent des gouffres énergétiques et font exploser la facture de chauffage. Désormais, tous les contrats gouvernementaux sont donc assortis de conditions visant à économiser l'énergie: étanchéité des fenêtres, isolation et production d'eau chaude grâce à l'énergie solaire. Les entrepre-



DDC

neurs et les spécialistes chargés des contrôles ne disposent toutefois pas des connaissances et des compétences requises. En collaboration avec des associations professionnelles locales, la DDC soutient l'organisation de cours sur l'efficacité énergétique des bâtiments et sur l'installation correcte de capteurs solaires pour le chauffage de l'eau.

Durée du projet: août 2010 – décembre 2013

Volume: 1,1 million CHF

Protection des jeunes migrants

(mq) En Afrique occidentale, nombre d'enfants et d'adolescents quittent leur pays dans l'espoir de trouver un avenir meilleur. Leur intégration dans le pays voisin s'avère cependant souvent difficile. Sans statut légal, sans argent et livrés à eux-mêmes dans un pays étranger, ils courent le risque d'être exploités. Dans le cadre du Programme Afrique de l'Ouest, des organisations locales et internationales s'efforcent de localiser ces jeunes et de les accompagner vers leur pays. Elles les aident ensuite à se réinsérer dans la vie sociale et professionnelle. Dix pays d'Afrique de l'Ouest participent à ce programme. Avec l'appui d'une fondation suisse mandatée par la DDC, le Nigéria devrait devenir le onzième.

Durée du projet: 2010 – 2013

Volume: 3 millions CHF

www.ssiss.ch

Améliorer les soins de santé mentale

(lrf) Après la guerre qui a ravagé le pays de 1992 à 1995, la Bosnie et Herzégovine a dû réorganiser son système de

soins de santé mentale. Le défi consiste non seulement à traiter les maladies psychiques, mais aussi à les prévenir, car elles tendent à se multiplier, surtout chez les jeunes. Pour y parvenir, le gouvernement a requis l'aide de la Suisse qui possède une grande expérience dans le domaine de la santé. Le projet a pour objectif d'améliorer la législation en Bosnie et Herzégovine, de faciliter l'accès aux institutions psychiatriques et de sensibiliser la population au problème des maladies psychiques.

Durée du projet: 2009 – 2012

Volume: 3,5 millions CHF

Préservation d'écosystèmes marins

(lrf) À Chypre, la Suisse soutient un projet destiné à promouvoir la recherche marine, afin de préserver les écosystèmes et d'éviter les catastrophes écologiques en mer. Le projet finance la mise en place de stations d'observation fixes et mobiles. Équipées de capteurs et de systèmes de communication par satellite, celles-ci sont capables de traiter de grandes quantités de données avec une efficacité optimale. Les informations recueillies sont régulièrement publiées sur Internet. Tous les instituts de recherche – notamment ceux des universités suisses – peuvent ainsi s'en servir pour leurs travaux. Un autre volet comprend des cours sur l'utilisation de ces instruments et sur l'observation des mers en général.

Durée du projet: 2010 – 2012

Volume: 4 millions CHF

Relever le défi de la sécurité

La sécurité est actuellement au cœur d'un véritable débat de société. Dans des secteurs comme la coopération au développement ou l'aide humanitaire, le personnel opérant sur le terrain est également exposé à des risques importants. Pour y faire face, les agences intensifient les mesures de précaution. C'est ainsi que la DDC a créé un groupe spécialisé dans la sécurité au sein du Corps suisse d'aide humanitaire.



Elio Colavolpe / Editing/Pianos/Strates

L'emblème du Comité international de la Croix-Rouge, universellement connu, est censé protéger le personnel en mission. Néanmoins, le danger qui pèse sur les acteurs humanitaires s'est fortement accru de manière générale – par exemple ici, dans la région de Bassorah, en Irak.

« Mon but est de réaliser avec nos partenaires un programme de développement aussi performant que possible pour les destinataires de nos projets », affirme Willi Graf, chef du bureau de coopération de la DDC à Kaboul. Exposés à des risques considérables, lui-même et ses collaborateurs font de leur mieux pour les éviter : ils adaptent leur comportement à la situation et accordent beaucoup d'attention à la sécurité lors de chaque déplacement professionnel ou privé. Tout le personnel du bureau participe à une réévaluation permanente des risques. D'une manière générale, des ressources supplémentaires ont été investies dans la sécurité et la formation. « Je suis bien conscient que toute décision peut se révéler erronée. Il s'agit de réduire la probabilité que quelque chose arrive », relève Willi Graf.

La question de la sécurité est effectivement très sensible en Afghanistan, confirme Kaspar Grossenbacher, de l'organisation privée de développement

Helvetas : « La situation est devenue plus difficile dans les zones où nous travaillons. Il y a toujours plus de groupes d'intérêts qui se disputent le pouvoir ; les talibans ne sont qu'un élément parmi d'autres. » Un gros risque, à ses yeux, est que la coopération au développement soit instrumentalisée à des fins militaires. Par exemple, il arrive fréquemment que les Équipes provinciales de reconstruction, mises sur pied par les États-Unis, contactent des collaborateurs d'Helvetas. Elles souhaitent exploiter les bonnes relations que ceux-ci entretiennent avec les villageois. « Nous démarquer des organisations américaines est pour nous un principe intangible et une question vitale de sécurité », souligne Kaspar Grossenbacher.

Des dangers multiples

La coopération au développement et l'aide humanitaire se déploient en général dans un cadre qui comporte logiquement davantage de risques qu'un

Les sept piliers de la sécurité

Le CICR a adopté en 1998 une politique relative à la sécurité sur le terrain.

Celle-ci a été élaborée par Philippe Dind, qui était alors son délégué à la sécurité. Aujourd'hui, de nombreuses autres organisations humanitaires s'inspirent de ce concept pour définir leurs propres dispositions en la matière. Le principe fondamental est que le personnel n'est jamais armé. Le système de sécurité du CICR se base sur sept piliers :

1. **Acceptation** : pour agir, l'organisation doit se faire accepter par toutes les parties au conflit ; cela exige une stricte neutralité et une connaissance approfondie de la situation locale.

2. **Identification** : l'acceptation obtenue protège le personnel de l'organisation, lequel doit être clairement reconnaissable en tant que tel.

3. **Information** : c'est un élément fondamental de la sécurité dans une situation dangereuse.

4. **Règlement de sécurité** : élaboré par la délégation sur place, il définit les comportements adéquats.

5. **Personnalité** : chaque collaboratrice ou collaborateur assume sa propre responsabilité ainsi qu'un devoir de solidarité envers ses collègues.

6. **Télécommunications** : elles permettent de maintenir les contacts et de diffuser des informations dans les territoires en crise.

7. **Mesures de protection actives et passives** : le principe est d'en prendre « autant que nécessaire, mais aussi peu que possible ».



Max Fanni/DDC



Sven Torin/Inf



Francesco Zuzza/Noor/Inf

En cas de catastrophes, comme dans le sud du Soudan (ci-dessus à gauche) ou en Indonésie (à droite), les intervenants courent toutes sortes de risques. C'est pourquoi des spécialistes de la sécurité accompagneront désormais les équipes suisses de secours là où c'est nécessaire. Cela a déjà été le cas après le séisme en Haïti (en haut).

travail de bureau en Suisse. Ceux qui s'y lancent devraient se préparer en conséquence. «La sécurité a un caractère foncièrement individuel: quand on arrive dans un lieu inconnu, il faut se renseigner sur ce nouveau contexte et adapter son comportement», dit Peter Lehmann, chef suppléant de l'unité Sécurité à l'étranger au DFAE. Il a élaboré un concept de sécurité qui fait appel à la responsabilité de chacun et conduit à passer en revue toutes les éventualités. Dans un environnement comme celui de l'Afghanistan, les risques d'attaques à la bombe ou d'enlèvements tendent à faire oublier rapidement la possibilité d'un accident de voiture ou d'une maladie infectieuse.

Le thème de la sécurité sur le terrain est de plus en plus débattu depuis plusieurs années. Le Comité international de la Croix-Rouge (CICR) est un exemple classique de la manière d'affronter les dangers dans les zones de conflit. Son emblème est censé protéger le personnel en mission. Mais cela ne fonctionne que si le CICR est reconnu com-

me un important partenaire neutre. En tout état de cause, ses délégués sont régulièrement la cible d'attaques.

Les statistiques indiquent une forte augmentation du danger auquel est exposé le personnel humanitaire qui travaille en première ligne. Les moyens modernes de communication ont fait de l'enlèvement et du chantage des activités très intéressantes pour les terroristes: ceux-ci peuvent ainsi s'offrir une publicité planétaire et obtenir des rançons considérables. Mais si la perception des dangers a augmenté dans le domaine humanitaire, c'est aussi en raison de l'importance accrue que notre société attribue aujourd'hui à la sécurité.

Formation d'experts en sécurité humanitaire

La DDC alloue 650 000 francs par an à des projets touchant à la sécurité. Elle étoffe actuellement cet engagement en formant une trentaine de spécialistes de la sécurité dans le cadre du Corps suisse



Thomas Grabke/laif

Sur le plan de la sécurité, l'Afghanistan est un pays particulièrement difficile: en se déplaçant à Kaboul, on court constamment le risque d'être victime d'une attaque à la bombe ou d'un enlèvement

d'aide humanitaire (CSA): «L'important, c'est qu'ils se familiarisent avec le monde de la coopération au développement», explique Franziska Heizmann, cheffe de ce nouveau groupe. «Il y a des différences fondamentales avec la police ou l'armée. Dans le domaine humanitaire, la sécurité se fonde sur la responsabilité personnelle de chacun. Les spécialistes ont un rôle de simples conseillers; c'est le chef de l'équipe sur le terrain qui doit mettre en œuvre la stratégie adoptée.»

Il est prévu que des spécialistes de la sécurité humanitaire accompagnent désormais les équipes suisses de secours là où c'est nécessaire. Un essai a été réalisé durant l'intervention du CSA en Haïti après le tremblement de terre. Il a été concluant, constate Christine Tobler, officier de liaison et cheffe d'état-major suppléante au CSA. Les experts ont notamment informé les nouveaux arrivants du CSA et analysé en permanence les risques liés à la sécurité. Ils ont également établi des contacts avec leurs homologues d'autres organisations.

Christine Tobler place beaucoup d'espoir dans ces nouveaux spécialistes de la sécurité humanitaire: avec leur soutien, on pourra multiplier à l'avenir les analyses de risque et les formations comparables à celles réalisées ces dernières années par Peter Lehmann et son équipe. Et ces mesures concerneront non seulement le CSA, mais également tous les bureaux de coopération de la DDC qui le souhaitent, leurs organisations partenaires sur le terrain et les ambassades suisses à l'étranger. Tout en saluant la

naissance de ce groupe, Peter Lehmann met en garde contre les excès de zèle: «La sécurité ne doit jamais devenir une fin en soi. Elle fait partie d'un tout et doit rester aussi légère et souple que possible. Quand une menace se dissipe, il faut aussi lever les mesures de protection.»

Avec ou sans armes?

L'appel à une protection du personnel humanitaire par des agents armés soulève régulièrement des vagues de protestations, bien que cela soit monnaie courante depuis longtemps dans bien des régions. Cependant, les membres du nouveau groupe de sécurité du CSA ne seront pas armés.

«Je préfère de loin que nos collaborateurs soient bien instruits sur le comportement à adopter et qu'ils s'en tiennent aux règles de sécurité, plutôt que de nous reposer sur la protection illusoire d'une arme», explique Willi Graf. Il considère en revanche comme essentielle une disposition de sécurité dont la valeur lui paraissait douteuse au départ: les employés suisses du bureau de coopération à Kaboul sont tenus de partir pour une semaine après huit semaines de travail consécutives sur place. C'est le seul moyen de résister à la pression ambiante et de retrouver l'énergie nécessaire pour analyser constamment la situation et prendre les précautions qui s'imposent. ■

(De l'allemand)

L'importance de l'information

Dans les situations de guerre ou de crise, l'information et sa fiabilité peuvent être une question de vie ou de mort. Le projet de coordination Afghanistan NGO Safety Office (ANSO) archive des documents et élabore des bulletins d'informations générales; il rédige en outre des communiqués sur les incidents et les menaces, qu'il envoie par SMS au personnel des organisations non gouvernementales sur le terrain. Par ailleurs, 46 agences humanitaires européennes ont créé le European Interagency Security Forum (EISF). Cette plateforme a pour but de lutter au niveau international contre les attaques visant les équipes de secours et d'améliorer ainsi l'accès aux victimes dans les régions en crise. Aussi bien l'ANSO et que l'EISF bénéficient d'un soutien financier de la DDC.
www.afgnsso.org
www.eisf.eu

Un message d'espoir venu de La Haye

Dans tout le Kosovo, la population déborde d'optimisme. C'est ce qui ressort des sondages que des organisations étrangères réalisent chaque année dans mon pays. En revanche, la réalité économique et sociale est nettement moins rose. Le manque de reconnaissance du nouvel État par la communauté internationale a encore accentué cette image terne de la République du Kosovo. Une telle situation inciterait même à penser que les Kosovars n'ont aucune raison de compter parmi les peuples les plus optimistes du monde.

Nous avons pourtant su préserver notre optimisme et notre espérance même dans les périodes les plus sombres des années 90. Voilà pourquoi nous abordons avec confiance les problèmes et les défis qui nous attendent. La tâche qui consiste à mettre sur pied un État moderne, économiquement avancé, où règnent l'ordre et la loi, nous

paraît dès lors plus facile à surmonter.

Tout comme la majorité de la population kosovare, je pense qu'il y a lieu d'être optimiste. J'en suis d'autant plus convaincu après l'événement extraordinaire qui s'est produit le 22 juillet dernier et qui a marqué d'une pierre blanche l'Histoire, et pas uniquement celle de mon pays. Je veux parler de la saine décision rendue par la Cour internationale de justice. Ce jugement incarne la lutte contre le mal. Il affirme la prééminence de la loi et le respect du droit. Il donne de l'espoir aux jeunes Européens et à l'humanité entière. Les juges de La Haye ont affirmé qu'en proclamant son indépendance, la République du Kosovo n'avait pas violé le droit international.

Nous avons réussi. Cette victoire n'appartient pas seulement à mon pays, mais à tous les

peuples de la terre. Une juridiction internationale vient de transmettre au monde le message suivant: la justice passe avant tout.

Les juges, originaires de différents pays, ont pris leur décision à dix contre quatre. Ce résultat rend compte à lui seul de l'histoire, des victimes et de la réalité du Kosovo, qui est véritablement un cas à part. Et le peuple kosovar peut à juste titre s'en montrer fier.

Le Kosovo doit désormais assumer dans l'Europe du Sud-Est le rôle d'une force nouvelle qui exerce une influence positive sur les questions politiques régionales et qui sert de modèle aux jeunes générations. Son exemple témoigne du triomphe de la justice. Les jeunes doivent donc rester optimistes quant à leur avenir au sein de l'Union européenne et s'efforcer de faire reconnaître le Kosovo, avec son

système de valeurs humaines. Tout comme le monde entier a reconnu et encense encore une fille célèbre de la terre albanaise: Mère Teresa.

Nous avons de quoi être optimistes et fiers. Comme en attestent les récents développements, nous avons bel et bien réussi. ■

(De l'albanais)



Ekrem Çitaku est né il y a 32 ans à Pristina, la capitale du Kosovo. C'est dans cette ville qu'il vit encore aujourd'hui, cumulant un emploi de dentiste dans une clinique privée et la direction d'une station de radio. « Ces activités sont mes deux passions dans la vie », dit-il. Ekrem Çitaku pratiquait déjà le journalisme pendant ses études de médecine. En 2000, il a fondé Radio Vala Rinore (les ondes de la jeunesse) qui est actuellement la station la plus populaire de Pristina. En 2005, il a également créé le Human Rights Radio Network, un réseau multiethnique et plurilingue auquel participent neuf stations de diverses communautés, basées dans toutes les régions du Kosovo. Son objectif est d'améliorer la communication entre les divers groupes ethniques et de promouvoir l'entente et la tolérance réciproques. www.radiovalarinore.com



Joerg Glaescher/laif

Une signature est un engagement

La Convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité des expressions culturelles souligne le rôle central de la culture dans le développement. La Suisse l'a ratifiée en 2008. Cependant, un groupe de travail lui reproche d'avoir simultanément réduit son engagement international dans ce domaine et présente quelques propositions concrètes. De Gabriela Neuhaus.



DDC

L'exposition *Modalities* (photos sur cette page et sur la suivante), qui s'est tenue au printemps dernier au Tadjikistan, a sensibilisé le public aux questions de genre. Une sculpture vivante (ci-dessus) évoque la famille et ses différentes représentations.

Qu'il s'agisse de musique africaine, de films latino-américains ou de sculptures asiatiques, les expressions culturelles du Sud sont des ambassadrices idéales. Elles suscitent chez nous de l'intérêt et de la compréhension pour les besoins des pays en développement. Tel est l'argument principal qui a justifié pendant des années le travail de la coopération suisse dans ce domaine. La culture et la promotion de la diversité culturelle jouent toutefois un rôle particulier, tant pour

le développement d'une société que pour l'économie dans un monde globalisé. «En posant cette définition de la culture, la Convention de l'Unesco sur la protection et la promotion de la diversité culturelle marque un tournant majeur», estime Mauro Abbühl, membre du bureau de coopération culturelle Artlink, à Berne. Il fonctionne aussi comme expert auprès de la Coalition suisse pour la diversité culturelle, qui veille à l'application de la convention de

l'Unesco et qui a présenté une série de propositions concrètes dans son rapport *La diversité culturelle, plus qu'un slogan*.

Moins d'argent qu'il y a dix ans

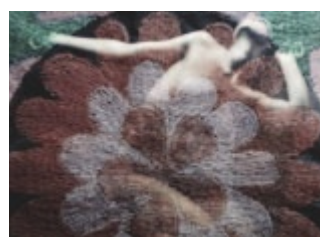
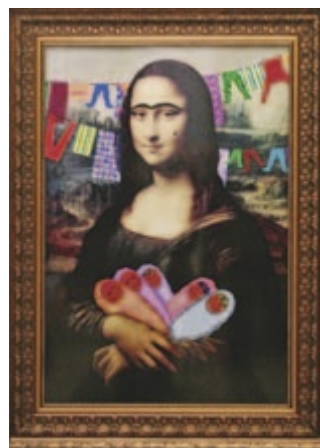
Dans le chapitre consacré à la coopération internationale, ce rapport relève une réalité frappante : tant Pro Helvetia que la DDC disposent aujourd'hui de moins d'argent qu'il y a dix ans pour promouvoir la culture et coopérer dans ce domaine avec

les pays du Sud et de l'Est. Aux yeux de Mauro Abbühl, cette évolution est en parfaite contradiction avec la ratification de la convention qui exige explicitement un engagement culturel en faveur des pays en développement.

Avant de cerner les actions à entreprendre, il importe néanmoins de réunir des données. Cela notamment auprès de la DDC qui applique depuis 2002 le principe selon lequel au moins 1% des fonds alloués à un



DDC (3)



La Convention de l'Unesco sur la protection et la promotion des expressions culturelles doit favoriser l'émergence d'un secteur culturel dynamique dans les pays en développement

pays sont réservés à des «projets culturels». Ce pour-cent a été engagé de manière très différente selon les pays et il est souvent resté inutilisé. De plus, nombre de projets culturels ont pour but de faire un travail de sensibilisation dans le cadre des programmes de la DDC. C'est le cas par exemple d'une pièce de théâtre, actuellement produite au Tadjikistan, qui porte sur la violence domestique.

«Cela ne suffit certainement pas à promouvoir le secteur culturel dans les pays en développement, comme l'exige la convention», constate Mauro Abbühl. Dans ces pays, il faudrait plutôt améliorer les conditions-cadres afin de favoriser l'essor d'une culture dynamique. La coalition souhaite participer à cet effort et il semble qu'elle ait été entendue. Plusieurs rencontres ont en effet déjà eu lieu entre spécialistes du développement et acteurs culturels. «La coalition fait du bon travail. Son lobbying en faveur d'une définition plus large de la culture en rapport avec le développement est essentiel», note Sophie Delessert, qui était responsable ces dernières années des programmes et des projets culturels à la DDC.

Nouvelle stratégie

La convention de l'Unesco offre

une base solide à l'engagement culturel de la coopération suisse, qui a été à maintes reprises décrit par les milieux politiques. Avec l'adoption de sa nouvelle orientation stratégique pour les années 2010-2015, la DDC a biffé de sa liste de projets culturels tous ceux qui visaient «seulement» à sensibiliser les populations du Nord et n'apportaient pas un bienfait direct aux artistes du Sud ou de l'Est.

Le cadre d'intervention a aussi été limité pour assurer une utilisation efficace des ressources: les projets culturels se concentreront davantage sur les pays prioritaires – les bureaux de coopération en assureront la mise en œuvre. Entre 85 et 90% des fonds destinés à faciliter l'accès au marché suisse seront désormais alloués au cinéma et à la musique. Sophie Delessert explique ce choix: «Ce sont deux domaines dans lesquels nous possédons une grande expérience, beaucoup de compétences et un réseau de partenaires fiables. De plus, un film ou une chanson permettent d'atteindre un public beaucoup plus large qu'une coûteuse production théâtrale ou une exposition artistique. Or, notre objectif est de toucher un maximum de personnes.»

Cette restriction ne réjouit

guère les membres de la coalition. En effet, des acteurs importants de la transmission culturelle, comme le festival zurichois Theater Spektakel, risquent d'être privés de tout soutien, alors que de grandes manifestations, comme le Festival du film de Locarno ou Visions du Réel, à Nyon, continueront de recevoir une aide de la DDC.

«La Suisse devrait consacrer davantage de moyens à la mise en œuvre de la convention de l'Unesco. La coalition ne se gênera pas pour le lui rappeler», annonce Mauro Abbühl. Selon lui, il est nécessaire en particulier d'aider les pays du Sud et de l'Est à mettre sur pied des organisations d'artistes et des structures de diffusion. À l'avenir, les créateurs de ces pays doivent pouvoir traiter sur un pied d'égalité avec les partenaires du Nord et diffuser eux-mêmes leurs créations. ■

(De l'allemand)

L'appui de la DDC à la culture

L'engagement culturel de la DDC s'articule selon trois axes. Le premier consiste à favoriser l'accès des artistes du Sud et de l'Est au marché culturel et au public suisse. Le deuxième porte sur le soutien à la création culturelle dans les pays partenaires. Le troisième axe vise à développer des compétences interculturelles. De l'avis de Reto Wieser, chef de la division Savoir et processus d'apprentissage à la DDC, cet aspect-là de la diversité culturelle constitue le fondement d'une coopération durable au développement: «Le travail en partenariat, qui fait la renommée de la coopération suisse, se base sur des compétences interculturelles. Celles-ci comprennent des valeurs, des principes éthiques, une approche consciente de la différence et une réflexion sur soi-même.»

Liens

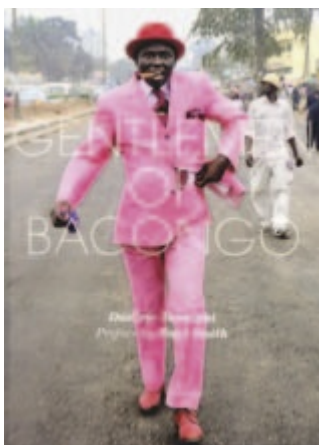
Commission suisse pour l'Unesco
www.unesco.ch

Coalition suisse pour la diversité culturelle
www.coalitionsuisse.ch

Rapport *La diversité culturelle, plus qu'un slogan*
www.diversiteculturelle.ch

Stratégie culturelle 2010-2015 de la DDC
www.ddc.admin.ch, «Thèmes», «État de droit, démocratie», «Engagement culturel»

Service



De vrais gentlemen

(bf) Le mouvement des «sapeurs» est apparu dans les années 70 à Kinshasa et à Brazzaville, capitales respectives de la République démocratique du Congo et de la République du Congo. Il perdure aujourd'hui. S'affirmant membres de la Société des ambassadeurs et des personnes élégantes (Sape), des milliers d'hommes s'habillent de manière aussi chic que tape-à-l'œil et affichent leur dandysme en public.

Les origines de ce mouvement remontent à l'époque coloniale. Fascinés par le style et l'élégance des Européens, les autochtones ont inventé leur propre genre vestimentaire, avec ses codes spécifiques : rejetant le prêt-à-porter, les hommes arborent des costumes de marque, colorés et originaux, des cravates de soie et des chaussures immaculées. Ils déambulent dans les quartiers défavorisés de leur ville. Porter des vêtements élégants et soignés jusqu'au moindre détail représente pour eux un véritable besoin. Ils cherchent ainsi à s'affranchir de la pauvreté dans laquelle ils sont nés. Le photographe italien Daniele Tamagni a immortalisé la vie des sapeurs. Dans son ouvrage *Gentlemen of Baongo*, il raconte leur histoire et leurs règles.

Daniele Tamagni : « *Gentlemen of Baongo* », éditions Trolley, Londres 2009

Repenser le développement

(bm) Soixante ans après les premiers débats sur le développement et la coopération internationale, que dire des chemins parcourus en Amérique latine, en Afrique, en Asie ? Pour les uns, c'est l'échec. Pour d'autres, c'est un constat en demi-teinte, fait de succès et de déboires. Devant l'ampleur des défis qui subsistent, il est plus que jamais nécessaire de repenser le développement. C'est à cette tâche que nous invite Gilbert Etienne, professeur honoraire à l'Institut de hautes études internationales et du développement, à Genève. Le chercheur parcourt l'Asie et l'Afrique depuis plus de cinquante ans. À travers l'étude de quatre pays asiatiques aux évolutions contrastées, il montre comment les conditions du développement sont possibles ou non. Sa démarche privilégie les témoignages et l'approche du terrain. Elle s'inscrit aussi dans une grande fidélité géographique et institutionnelle : les mêmes régions sont visitées à plusieurs reprises, ce qui permet de juger des progrès ou de leur absence.

Gilbert Etienne : « *Repenser le développement. Messages d'Asie* », éditions Armand Colin, Paris 2009

Vivre, rêver, espérer

(bf) Qu'est-ce qui vous fait le plus plaisir ? Qu'est-ce qui vous fait le plus peur ? De quoi rêvez-vous ? Existe-t-il une raison pour laquelle vous seriez prêt à tuer ? Connaissez-vous une prière ? Qu'y a-t-il après la mort ? Voilà six des quarante questions que le photographe français Yann Arthus-Bertrand



Éducation à la citoyenneté mondiale

(bf) Les écoliers s'intéressent à ce qui se passe dans le monde et aimeraient en comprendre les interdépendances. Sur mandat de la DDC, la fondation Éducation et Développement a élaboré un guide en ligne qui montre aux enseignants comment utiliser l'éducation à la citoyenneté mondiale dans l'enseignement de diverses matières et disciplines. Cet instrument propose une méthode d'enseignement qui permet aux élèves de relier les expériences du quotidien aux événements mondiaux, d'exercer la pensée en réseau, de mettre en question certains clichés et d'oser adopter des points de vue différents. Enfin, il souligne la nécessité de faire preuve de respect à l'égard d'autrui et d'autres êtres vivants. Le guide est illustré par neuf exemples, soit trois pour chaque cycle d'enseignement. De plus, des textes courts présentent sous différents angles le concept d'éducation à la citoyenneté mondiale.

www.globaleslernen.ch



et son équipe ont posées à 5000 personnes dans 75 pays. Ce sondage a duré plus de cinq ans. Les résultats peuvent être consultés sur Internet, à l'adresse www.6milliardsdautres.org. Ils ont aussi été publiés dans *6 milliards d'Autres*. Ce livre propose une sélection de 500 personnes du monde entier, qui livrent leurs sentiments les plus profonds et intimes sur le bonheur, la liberté, la famille, la foi, etc. Leurs témoignages émouvants invitent à réfléchir sur la diversité de l'humanité au 21^e siècle. Des gros plans des personnes in-

terviewées illustrent cet album de portraits.

Yann Arthus-Bertrand : « *6 milliards d'Autres* », éditions La Martinière, 2009

Petit poisson s'en va acheter des œufs

(bf) La jeune Hsiao-Yu, dont le nom signifie «petit poisson», vit dans une ville de Taïwan. Un jour, elle part faire une promenade : son père l'envoie acheter une douzaine d'œufs à l'épicerie pour le repas du soir. La fillette s'invente tout un univers grâce aux objets qu'elle trouve sur son



chemin. Elle ramasse une bille qui lui fait voir le monde en bleu. Puis son univers se trouble à travers une paire de lunettes dénichées au pied d'un arbre. Hsiao-Yu observe des fleurs qui poussent sur un mur, elle dialogue avec l'ombre d'un chat et rencontre le chien Harry. À ses yeux, ces choses du quotidien sont de petits miracles. L'album illustré *En allant acheter des œufs*, dessiné par le Taïwanais Chen Chih-Yuan, raconte une histoire à la fois belle, pleine d'entrain et transculturelle. L'auteur introduit des moments magiques dans le trajet quotidien de la jeune héroïne. Âgé de 35 ans, cet illustrateur a déjà remporté trois fois le prix de la fondation taïwanaise Hsin Yi pour les livres d'images.

Chen Chih-Yuan : « *En allant acheter des œufs* », éditions Picquier Jeunesse, Arles 2004

Formation postgrade

Voici les cours proposés par l'EPFZ pendant le premier semestre 2011 dans le cadre de la préparation au diplôme post-grade pour les pays en développement (Nadel) :

- Planification et suivi de projets et de programmes (21-25.2)
- Gestion financière de projets de développement (1-4.3)
- Développement de capacités dans la coopération internationale : de l'apprentissage individuel à celui des organisations

(9-11.3 / atelier de restitution le 9.5)

Développement rural – défis, stratégies et approches (15-18.3)

Corruption et lutte contre la corruption dans les pays en développement (29.3-1.4)

Décentralisation et gouvernance locale dans le processus de développement (19-21.4)

Problèmes stratégiques actuels de la coopération au développement (4-6.5)

Élaboration de politiques dans la coopération internationale : le rôle de la société civile (10-13.5)

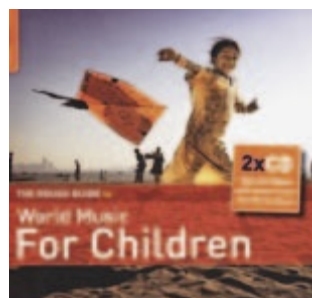
Évaluation de projets et de programmes (17-20.5)

Informations et inscriptions : EPFZ, secrétariat du Nadel, tél. 044 632 42 40 ou sur le site www.nadel.ethz.ch

Une compilation destinée aux enfants

(er) Avec leur sens des sons et des rythmes, des enfants ont contribué à l'élaboration d'une compilation de musique du monde spécialement conçue pour les jeunes oreilles. Ils nous emmènent dans un joyeux périple musical qui va de la Colombie à la Mongolie en passant par Istanbul. Des groupes comme Los Fulanos (Espagne), Amsterdam Klezmer Band et Mabulu (Mozambique), ainsi que la chanteuse Saba (Somalie), le crooner Dean Martin et bien d'autres font alterner groove tzigane, mambo, samba et folk rock britannique. Des mélodies pétillantes, des percussions bien enlevées, des chansons caressantes, des instrumentations riches et diverses – tout concourt à une joie de vivre qui entraîne enfants et adultes dans son sillage. D'autant plus que la ronde se poursuit sur un CD bonus, avec salsa, flamenco, bhangra (danse folklorique indienne) et baladi (danse

Musique



du ventre égyptienne). Un album qui met en mouvement jeunes et moins jeunes tout autour du monde.

Divers artistes : « *The Rough Guide to World Music For Children* », avec CD bonus « *Dance The World* » (World Music Network/ Musikvertrieb)

Un village philosophe

(er) Le CD *Ubuntu* retrace la vie qui a animé l'été dernier le Village du monde au Paléo Festival de Nyon. Ses quatorze morceaux sont étonnants, touchants et hors du commun. Ils donnent un aperçu captivant de la richesse musicale de l'Afrique australe. Les accents soul de la mbaquanga rappellent la lutte contre l'apartheid, tandis que le hip-hop évoque la modernité. Cet album présente aussi d'audacieux mélanges entre sonorités électroniques et rythmes africains. Qu'ils soient proches de l'hymne ou franchement funky, tous les morceaux sont empreints d'*ubuntu*. Ce terme zoulou exprime l'humanité. C'est une philosophie fondée sur la reconnaissance et le respect mutuels. Parmi les nombreux artistes présents sur ce



CD figurent Mahotella Queens, Johnny Clegg, MoZuluart, Staff Benda Bilili, Dizu Plaatjies Ibuyambo Ensemble et Hugh Masekela.

Divers artistes : « *Paléo Village du Monde 2010 – Ubuntu, à la découverte de l'Afrique australe* » (Paléo Festival Nyon/RSR/Disques Office)

Attention, risque d'incendie

(er) Subtilité de l'accordéon, roulement des percussions, riffs de guitare incendiaires, sonneries de cuivres, claviers cérémonieux et sirènes hurlantes portent les voix sensuelles des hommes et celles, tantôt rauques tantôt voluptueuses, des femmes. Les paroles sont incisives. Des boucles de trance psychédélique ou des scratches



s'entremêlent avec raffinement. Tout cela est réuni sur la compilation *Cumbia! Bestial*. Le CD contient seize morceaux émanant d'une nouvelle génération de groupes, de DJ et de producteurs latino-américains. Des formations comme Bomba Estéreo, Systema Solar ou Miss Bolivia ont succombé au charme de la cumbia. Ce genre musical est né au 17^e siècle en Colombie de la rencontre entre les mélodies des esclaves noirs, des indigènes et des colons espagnols. Les artistes présents n'hésitent pas à associer ce rythme ancestral à des sonorités urbaines et contemporaines (house, techno, hip-hop, reggaeton, dancehall, rock et pop) sur la piste de danse du 21^e

siècle, sans se soucier du risque d'incendie : les morceaux de cette savante compilation mettent vraiment le feu aux poudres.

Divers artistes : « Cumbia! Bestial » (Chusma Records/Disques Office)

Longue attente dans une prison sans murs

En avril 2006, environ 13 000 Tchadiens de l'ethnie dajo se sont réfugiés dans la plaine de Gouroukoun, à l'est du Tchad. Ils venaient d'échapper aux massacres perpétrés contre leur communauté par les miliciens djandawid venus du Darfour. Dans cette zone sahélienne coupée du monde, ils ont construit un camp et se sont inventé une forme de survie. Deux ans plus tard, le cinéaste romand Olivier Zuchuat s'est enfermé à son tour pendant plusieurs mois dans cette prison sans murs, afin de filmer le quotidien d'un camp de personnes déplacées. Des adultes racontent leurs souffrances, des enfants dessinent des batailles, des petites filles fredonnent des chansons guerrières : le documentaire *Au loin des villages* est un film de guerre sans aucune image de guerre. Après deux ans de camp, les habitants sont toujours prisonniers de leur propre mémoire, de ces horreurs gravées à jamais dans leurs corps et leurs regards. Et ils craignent

constamment que cela ne recommence. Un document fort en provenance d'un lieu oublié.

Olivier Zuchuat : « Au loin des villages », DVD paru aux éditions trigon-film. Informations : 056 430 12 30 ou www.trigon-film.org

Des femmes fortes

En 2004, la Kényane Wangari Maathai a été la première femme africaine à recevoir le prix Nobel de la paix. En 2006, la Libérienne Ellen Johnson Sirleaf a été la première femme élue au suffrage universel à la tête d'un État africain. Deux films, réunis sur un même DVD, brosent le portrait de ces deux militantes fortes et sûres d'elles qui se sont donné pour but de lutter pour la justice et la démocratie dans leur pays. Le portrait singulier d'Ellen Johnson Sirleaf offre un aperçu du travail fourni par le gouvernement du Libéria, un pays qui garde les séquelles de la violence armée. L'action courageuse et désintéressée menée par l'écologiste Wangari Maathai montre comment une résistance infatigable



et engagée peut s'avérer efficace. En luttant pour leur pays, ces deux femmes contribuent à transformer le monde.

« Des femmes au pouvoir en Afrique – Luttés pour la démocratie », DVD et DVD-ROM avec document explicatif et fiches pratiques. Informations : Films pour un seul monde, tél. 031 398 20 88, www.filmeeinewelt.ch

Des spécialistes du DFAE viennent à vous

Divers Souhaitez-vous obtenir des informations de première main sur la politique étrangère ? Des spécialistes du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE) sont à la disposition des écoles, des associations et des institutions, pour leur présenter des exposés et animer des débats sur divers sujets de la politique étrangère. Le service de conférences est gratuit. Il n'est toutefois disponible qu'en Suisse et trente personnes au moins doivent participer à la manifestation.

Service de conférences du DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest, 3003 Berne ; tél. 031 322 31 53/44 12 ; fax 031 324 90 47/48 ; courriel : info@eda.admin.ch

Coup de cœur



©FotoFestival/Massimo Peirazzini

Les deux faces du tourisme

Marco Solari, 66 ans, préside l'Office de tourisme tessinois et le Festival international du film de Locarno.

À 20 ans, j'ai travaillé comme guide dans une agence de voyage. Ma première mission, en Inde, m'a conduit à porter un regard plutôt critique sur le tourisme. L'arrivée à Calcutta – nous étions au début des années 60 – a été un choc. De grandes carioles de bois, tirées par des bœufs, longeaient les trottoirs où dormaient des files de sans-abri. Des hommes tiraient les pieds des personnes allongées. Si celles-ci bougeaient, c'est qu'elles étaient vivantes. Sinon, on les chargeait sur les carioles, car elles étaient mortes. Je me souviens aussi des visages affamés des Indiens qui nous regardaient prendre notre petit-déjeuner. Cela n'impressionnait pas mes touristes, pas plus que le ballet des croque-morts. Leur indifférence me troublait. J'ai compris que la pauvreté existe vraiment et que le tourisme est une arme à double tranchant. Il est certes utile, mais s'accompagne trop souvent d'une insensibilité aux autres cultures et à la misère. À ceux qui aiment les pays du Sud, je conseille vivement la lecture de *La voie royale* d'André Malraux. Ce livre, écrit en 1930, reste fascinant.

(Propos recueillis par Maria Roselli)

Impressum

Un seul monde paraît quatre fois par année, en français, en allemand et en italien.

Éditeur :

Direction du développement et de la coopération (DDC) du Département fédéral des affaires étrangères (DFAE)

Comité de rédaction :

Martin Dahinden (responsable)
Catherine Vuiffroy (coordination globale)
Marie-Noëlle Bossel, Marc-André Bünzli,
Beat Felber, Thomas Jenatsch, Roland Leffler,
Sabina Mächler, Nicole Suhner

Rédaction :

Beat Felber (bf-production)

Gabriela Neuhaus (gn) Maria Roselli (mr)
Jane-Lise Schneeberger (jls) Ernst Rieben (er)

Graphisme : Laurent Cocchi, Lausanne

Photolitho et impression :

Vogt-Schild Druck AG, Derendingen

Reproduction :

Les articles peuvent être reproduits, avec mention de la source, à condition que la rédaction ait donné son accord. L'envoi d'un exemplaire à l'éditeur est souhaité.

Abonnements et changements d'adresse :

Le magazine peut être obtenu gratuitement (en Suisse seulement) auprès de : DFAE, Service de l'information, Palais fédéral Ouest,

3003 Berne,
Courriel : info@deza.admin.ch
Tél. 031 322 44 12
Fax 031 324 90 47
www.ddc.admin.ch

860215346

Imprimé sur papier blanchi sans chlore pour protéger l'environnement

Tirage total : 54 200

Couverture : sud du Soudan/VSF-Suisse

ISSN 1661-1675

«Les pays riches, qui mangent encore presque trois fois plus de viande que les pays pauvres, doivent absolument réduire leur consommation.»

Fritz Schneider, page 10

«L'Europe non plus n'a pas fait de grands progrès en matière d'égalité salariale.»

Mariela Castro Espín, page 24

«Je préfère de loin que nos collaborateurs soient bien instruits sur le comportement à adopter et qu'ils s'en tiennent aux règles de sécurité, plutôt que de nous reposer sur la protection illusoire d'une arme.»

Willi Graf, page 29
